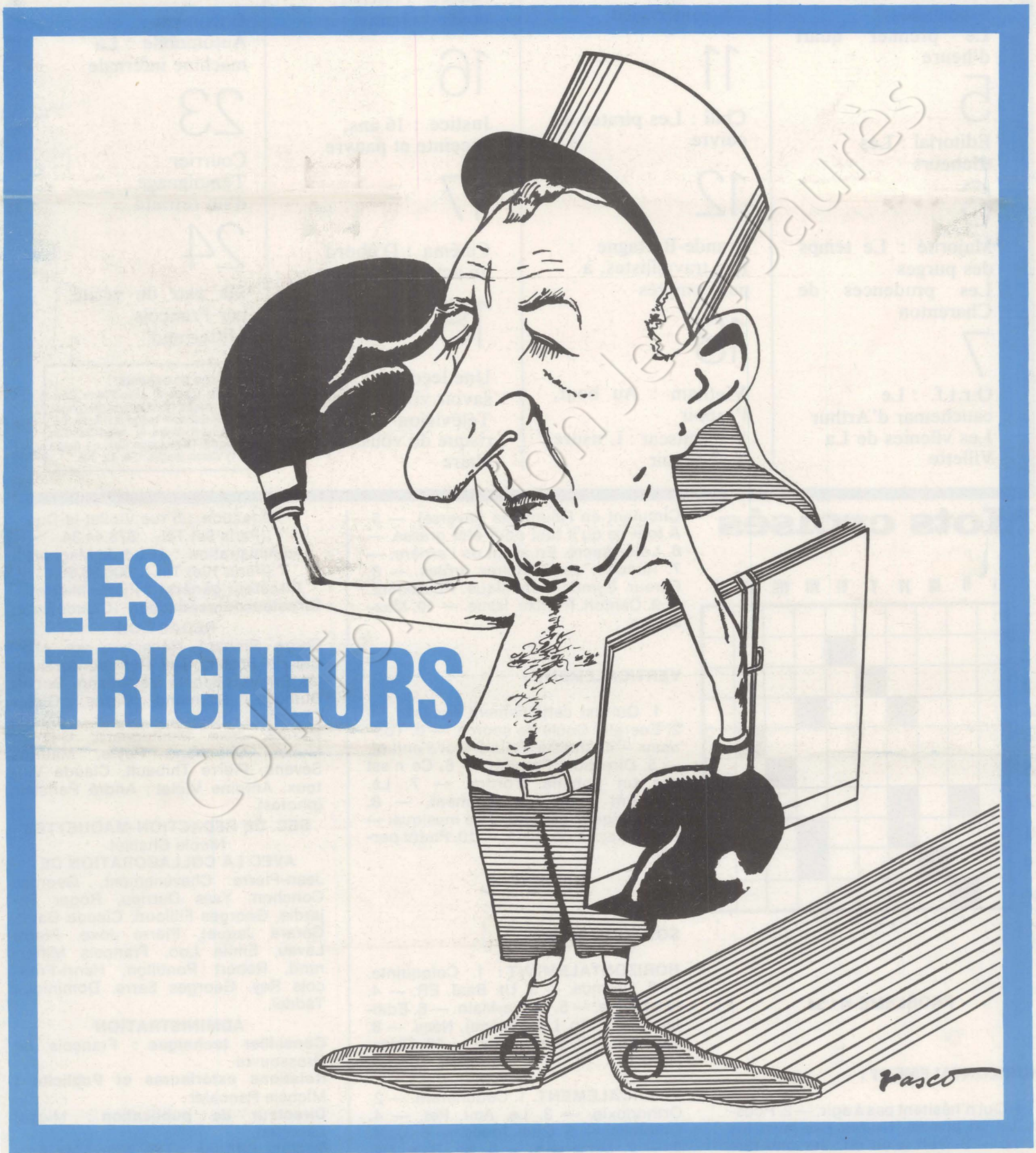
L'unité

N° 34 2 F 50 Hebdomadaire socialiste 13 octobre 1972



Fondation Jean Jaurès

Sommaire

3 Gauche : Les socialistes et le programme commun

4 Affaires : Où est le scandale ?
Le premier quart d'heure

5 Editorial : Les tricheurs

6 Majorité : Le temps des purges
Les prudences de Charenton

7 O.r.t.f. : Le cauchemar d'Arthur
Les vilenies de La Villette

8 Bretagne : Tant pis pour les Peaux-Rouges

10 A contre-pied

11 Chili : Les pirates du cuivre

12 Grande-Bretagne : Les travaillistes, à pas comptés

13 Vietnam : Au bout, l'espoir
Madagascar : L'usure du pouvoir

14 Enseignement : Des livres qui font école

15 Société : Sacrés noms de noms

16 Justice : 16 ans, enceinte et pauvre

17 Cinéma : D'abord un acte politique

18 Une leçon de savoir vivre
Télévision : Au risque de vous plaire

19 Le livre de la semaine : Prévert et Mai 68

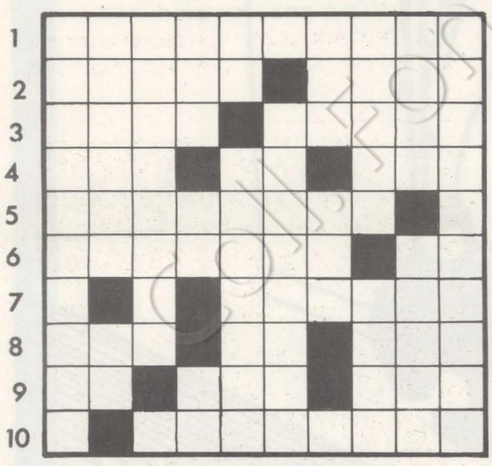
20 Document : Automobile : La machine infernale

23 Courrier : Témoignage d'un retraité

24 Ma part de vérité, : par François Mitterrand

PHOTOS ET DESSINS
Apis (page 3) Jean-Pierre Coureuil (pages 14, 15) Keystone (pages 8, 13) Sabadel (page 9, 13, 20, 21) Simonnet (page 9) Jules Sullivan (page 6) Teich (page 10) U.p.i. (page 11) Vasco (pages 1, 6, 12, 19).

Mots croisés



PROBLEME N° 34

HORIZONTALEMENT :

1. Qui n'hésitent pas à agir. — 2. Pousse un cri bizarre. Ne fait pas lever les yeux. — 3. Sert à un rat. Sur une tête célèbre. — 4. Terre humide. Abréviation. Circulent en Roumanie (inversé). — 5. A tout ce qu'il faut pour être grasse. — 6. Lotus sacré. En avant de l'arrière. — 7. Raconta des histoires drôles. — 8. Fureur. Symbole chimique. Possèdent. — 9. Canton. Préfixe. Issue. — 10. Massacres.

VERTICALEMENT :

1. Qui est certainement excessif. — 2. Energie. Coule de source. — 3. Tonneau. — 4. Choisie. Fleuve. Mot d'enfant. — 5. Direction. Paraître. — 6. Ce n'est pas un homme d'ordre. — 7. Là. Entreprit n'importe comment. — 8. Authentique. Instrument de musique. — 9. Vert pays. Longueur. — 10. Plutôt perfides.

SOLUTION N° 33

HORIZONTALEMENT : 1. Coloquinte. — 2. Oremus. — 3. Ut. Baal. ER. — 4. Charitable. — 5. Home-Main. — 6. Edilitaire. — 7. Ro. LN (Hélène). Nées. — 8. Expédié. — 9. Nie. Eludes. — 10. Têtes. Revu.

VERTICALEMENT. 1. Couchèrent. — 2. Orthodoxie. — 3. Le. Ami. Pet. — 4. Ombrelle. — 5. Quai. Indes. — 6. Usât. Il. — 7. Lamaneur. — 8. Na. Baie. Dé. — 9. Elire. EV. — 10. Egrenés. Su.

Rédaction : 5 rue Viollet-le-Duc (Paris 9e) Tél. : 878.44.34
Administration : 41 bd de Magenta (Paris 10e) Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION
Serge Richard (rédacteur en chef) Claude Fuzier, Guy Perrimond, Nicolas Brimo, Michèle Backmann, Robert Butheau, Raymond Cazes, Gisèle Charzat, Henri-P. Marc, Daniel Mitrani, Jean Montagnard, Gilberte Muller, Christiane Peyre, Maurice Séveno, Pierre Thibault, Claude Vintoux, Antoine Violet ; André Perlstein (photos).

SEC. DE REDACTION-MAQUETTES
Nicole Chaillot

AVEC LA COLLABORATION DE
Jean-Pierre Chevènement, Georges Conchon, Yves Durrieu, Roger Fajardie, Georges Fillioud, Claude Gault, Gérard Jaquet, Pierre Joxe, Pierre Lavau, Emile Loo, François Mitterrand, Robert Pontillon, Henri-François Rey, Georges Sarre, Dominique Taddeï.

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Relations extérieures et Publicité : Michèle Pancaldi
Directeur de publication : Michel Lecornet.
Société éditrice : Les Nouvelles Editions de l'An 2 000.

Collection Jean-Jaurès

Les socialistes et le programme commun

Le comité directeur du Parti socialiste se réunit samedi Cité Malesherbes pour fixer les grandes lignes de la campagne que le Parti va développer au cours des prochains mois et pour répondre aux propositions faites il y a quinze jours par le Parti communiste pour des actions communes autour du programme commun de gouvernement de la gauche.

Emboîtant le pas aux porte-parole de la majorité qui rêvent de voir le Parti socialiste réduit à l'état de groupuscule manipulé par Georges Marchais, plusieurs journaux ont affirmé ces jours derniers que le programme commun suscite des réticences chez les « notables » socialistes, que ceux-ci ont tendance à le mettre sous le boisseau et que, de ce fait, il est devenu la chose du Parti communiste. La vérité est toute différente et c'est bien ce que doit faire ressortir la délibération du comité directeur.

Il faut d'abord rappeler qu'à la Convention nationale de juillet, seule la voix de Max Lejeune s'était élevée contre le programme commun qui avait été ratifié à l'unanimité par les délégués des fédérations départementales. Rien ne permet de dire que cette unanimité se soit démentie depuis trois mois. Il est vrai que la période des vacances a ralenti l'activité des militants socialistes, mais, depuis septembre, de nombreuses initiatives ont été prises, dont on trouve souvent un large écho dans les quotidiens de province — ou dans les hebdomadaires fédéraux du Parti — à défaut de les voir évoquées dans la presse parisienne.

La sortie, cette semaine, de la nouvelle édition (350 pages) du livre « Changer la vie » (1), comportant à la fois le texte du programme socialiste, celui du programme commun et un commentaire expliquant comment on est passé de l'un à l'autre, constitue en elle-même un fait capital. Diffusé immédiatement à 50 000 exemplaires — la première version avait atteint près de 100 000 — ce livre va permettre d'illustrer la démonstration, entreprise depuis plusieurs semaines déjà par François Mitterrand et par plusieurs responsables nationaux du Parti, suivant laquelle les dispositions du programme commun se trouvaient toutes contenues, y compris en ce qui concerne les nationalisations, dans le programme socialiste adopté en mars à Suresnes.

Cette démonstration souligne bien que le Parti socialiste n'hésite nullement à assumer le programme commun, qui est le sien au moins autant que celui du Parti communiste. Le problème qui se pose, en revanche, est celui qui consiste à définir clairement les modalités d'une action propre au Parti socialiste, qui permette à celui-ci d'exprimer, dans la campagne à venir, sa personnalité et son apport déterminant dans l'union de la gauche. Ce qui ne signifie donc pas le refus de toute action avec les communistes — des réunions communes se sont déjà tenues ou sont annoncées dans plusieurs départements — mais la volonté que le Parti socialiste prenne lui-même un certain nombre d'initiatives propres à ancrer son image de marque dans l'opinion.

" A tout prix "

A noter d'ailleurs que cette distinction entre l'action commune et l'action propre à chaque parti a été longuement évoquée — et, apparemment, au cours d'un débat animé — lors du dernier comité central du Parti communiste, dont plusieurs membres ont semblé regretter que le P.c.f. ait quasiment abandonné toute propagande sur son propre programme au profit de celle organisée sur le programme commun. Georges Marchais a dû répondre assez sévèrement à ces interventions et l'a fait encore cette semaine dans « l'Humanité » : « Il faut vraiment tout faire pour l'union autour du programme commun. A tout prix ? A tout prix, camarades ! »

Le Parti socialiste voit les choses différemment, puisqu'il n'entend pas sépa- →





François Mitterrand dimanche à Château-Chinon pour ses vingt-cinq ans de vie parlementaire (avec Dalida, Mikis Theodorakis et un groupe morvandiau).

Les socialistes et le programme commun

Où est le scandale ?

→
rer son programme du programme commun et qu'il n'oublie pas non plus que ses candidats et ceux du Mouvement de la gauche radicale-socialiste se battront au premier tour sous le sigle « Union de la gauche socialiste et démocrate ». Le fait même qu'il n'y ait pas de candidature unique au premier tour — ce à quoi le Parti communiste a toujours été hostile — justifie ce désir d'action autonome dans le cadre d'un accord que chacun des signataires entend bien, au même titre, respecter.

Voilà pourquoi le poing et la rose seront présents au premier rang dans la bataille des mois prochains, comme ils l'ont été depuis un an sur tous les murs de France.

ANTOINE VIOLET

(1) Disponible dès maintenant au siège du P.s. 12, Cité Malesherbes, Paris-9e, et aux Editions de l'An 2000, 41, Bd de Magenta, Paris-10e.

COMMUNES DE FRANCE
Abonnement :1 an : 23 F
Société d'Etudes et de Documentation municipale
50 ,rue de Rivoli. Paris 4e

Les hommes au pouvoir ont raison de s'étonner que la révélation (accidentelle) de nombreux exemples de collusion entre le Pouvoir et les affaires puisse provoquer le scandale : cette collusion n'est-elle pas leur idéal proclamé de gouvernement ?

Qu'on en juge. Lors d'un colloque officiel tenu à Aix-en-Provence en juin dernier, André Bettencourt, ministre du Plan et de l'Aménagement du territoire, déclarait : « Autrefois, les rapports entre l'administrationet l'entreprise privée étaient des rapports de force. Depuis quelques années, les relations entre les deux secteurs se sont multipliées, ainsi que leurs promesses de mieux travailler ensemble pour le bien de tous ». (sic) Il convient de préciser qu'il répondait à Duport, secrétaire général de l'Union des industries métallurgiques et minières — l'ancien Comité des maîtres de forges, un peu élargi — qui venait de constater, non sans plaisir : « Le temps est révolu où l'on pouvait opposer secteur public et secteur privé ».

Il n'y a donc rien de scandaleux, tout au contraire, si l'ancien préfet de la région Rhône-Alpes prend la direction de Berliet, si l'ancien préfet de Paris prend celle d'une grande société de promotion immobilière de la région parisienne, si un inspecteur général des Finances prend celle du groupe Hachette, dont les projets d'avenir l'avaient déjà intéressé quand il était conseiller du Premier ministre Chaban-Delmas... L'échange des hommes n'est-il par le meilleur moyen de faire progresser la compréhension réciproque et d'assurer cette étroite collaboration « pour le plus grand bien de tous » entre l'Etat et les sociétés privées ?

Quant à l'intervention de certains députés de la majorité, qui semble être à l'origine des scandales récents, elle n'est pas toujours nécessaire pour assurer la liaison entre le Pouvoir politique et administratif et les grandes sociétés.

Pour Marcel Dassault, le problème ne se pose même pas : il est aussi député. Mais le président de la C.g.e. ou celui de Wendel-Sidelor ne vont pas décider de leurs affaires, qui dépendent étroitement des crédits et des prêts publics sans se concerter directement avec Valéry Giscard d'Estaing. Ont-ils besoin du député U.d.r. moyen pour s'entremettre et défendre leur intérêts ? Ne vaut-il pas mieux en faire l'économie — à tous les sens du mot ?

Avec ou sans la coopération des parlementaires U.d.r., les administrations de l'Etat sont donc largement mises au service du secteur capitaliste, dont il ne s'agit que d'encourager le profit et d'organiser la croissance, en mettant en place les infrastructures immédiatement rentables (autoroutes, téléphone) ou en contrôlant les conflits sociaux. C'est la réalité banale, quotidienne que connaissent la plupart des fonctionnaires français et dont les détestables conséquences sont si évidentes qu'il n'est nul besoin, pour en prendre conscience, de publier la correspondance administrative — à laquelle tout citoyen devrait d'ailleurs avoir légalement accès.

Allons-nous nous indigner plus particulièrement que la société X bénéficie d'appuis plus puissants que la société Y ? Que le groupe de Paris et des Pays-bas ait pu être, dans tel ou tel cas, favorisé par rapport au groupe Suez ? Les récentes affaires présentent seulement l'intérêt anecdotique de révéler au grand jour — ce dont on se doutait — que les sots, les aventuriers et les coquins sont assez bien représentés parmi les hommes politiques qui défendent ce régime.

PIERRE JERNAL

Le premier quart d'heure

Les bons romans de science-fiction sont ceux qui collent à une réalité possible. Il en va de même du journalisme-fiction. Jeudi soir, dans le tout petit quart d'heure qu'Arthur Conte octroie tous les trois mois aux formations politiques, le Parti socialiste en a donné la preuve.

A 19 h 30, la speakerine de service sur la 2e chaîne, très solennelle, annonce l'émission. Premier plan : une pendule triste, dérisoire, comme pour symboliser la pseudo-libéralisation d'Arthur Conte. Puis le générique. Surprise : c'est un journal télévisé, un vrai, que présente Maurice Séveno dans les décors d'Information sur la 2. Mais c'est le journal du 12 octobre... 1973. Un jour comme les autres. La gauche est au pouvoir.

Maurice Séveno annonce les deux grands titres du journal : aujourd'hui, comme le prévoit le programme commun, la force de frappe est abolie. Aujourd'hui, la gratuité des livres scolaires est enfin une réalité, de la maternelle à la faculté ; les étudiants, les lycéens, les professeurs réagissent.

Quinze minutes, c'est très court, beaucoup trop court. Le générique défile, après une musique de Mikis Théodorakis.

A la fin, François Mitterrand prend la parole pour 1 minute 30 et souligne l'aspect dérisoire de ces 15 minutes. Affirmant encore : « Maintenant l'imagination rejoint ce que doit être la réalité. »

Le moment fort de cette émission restera l'interview de Jean Rostand, qui salue ainsi la fin de cette « menace permanente de suicide pour la France » qu'était la force dite de dissuasion : « Je n'ai plus beaucoup de temps devant moi, je suis très âgé. C'est une belle, c'est une merveilleuse surprise avant de disparaître ». Ce sera pour 1973. Mais en 1972, dans ces quinze malheureuses minutes, c'est aussi une très bonne surprise que nous a réservée l'équipe de Roger Louis.

A.V.

Les tricheurs

Les hommes de la majorité parlent beaucoup ces temps-ci. Ils ont leurs comptes à régler et ce n'est pas toujours simple. Souvent ils se répètent, parfois ils se contredisent. Mais le leitmotiv qui revient dans leur propos depuis une semaine mérite qu'on s'y arrête.

C'est Alain Peyrefitte qui, au sortir d'un Bureau exécutif de l'U.d.r., invoque « le respect des règles du jeu » — il est orfèvre — pour affirmer que l'alternance au pouvoir est rendue impossible en France par le fait que « les gens du P.c. sont des tricheurs ». C'est Valéry Giscard d'Estaing qui soutient doctement devant les Républicains indépendants réunis à Charenton que le programme commun socialiste-communiste « prive la vie politique française de l'existence d'une alternative véritable ». C'est encore le ministre Robert Boulin qui enseigne aux militants gaullistes de Saône-et-Loire que « l'alternance démocratique est impossible en France parce que François Mitterrand a commis l'erreur historique de s'allier avec les communistes ».

Lors de sa dernière conférence de presse, Georges Pompidou avait déjà expliqué comment, en cas de victoire de la gauche aux prochaines élections, il entendait s'opposer au verdict du suffrage universel. Peyrefitte, Giscard d'Estaing et autres Boulin font naturellement leur cette position et la prolongent puisqu'ils prétendent ériger en principe le refus de voir la gauche succéder démocratiquement à la majorité.

On ne saurait à vrai dire s'en étonner, même si l'argument du manque de « fair play » chez les autres est inattendu de la part de gens qui n'ont pas semblé, jusqu'ici, en faire leur règle d'or dans l'exercice du pouvoir. Mais la majorité est-elle à ce point inquiète de son avenir qu'elle en vienne ainsi, et d'elle-même, à exprimer son mépris des règles démocratiques les plus élémentaires ?

L'U.d.r. et ses alliés ont longtemps fait à la gauche le procès de refuser l'alternance. Si socialistes et communistes au pouvoir étaient désavoués par le corps électoral, disaient-ils, ils refuseraient de se retirer. C'est ce que d'autres appelaient, avec Jacques Fauvet, le refus du « billet de retour ».

Procès gratuit que le Parti socialiste s'est appliqué à vider de son contenu, puisque, conformément à sa position traditionnelle en ce domaine, il a enfin obtenu du Parti communiste que le principe de l'alternance au pouvoir soit clairement inscrit dans le programme commun. Soulignant dans sa partie relative aux institutions que l'existence du pouvoir démocratique implique le soutien d'une majorité populaire, celui-ci comporte cet engagement sans équivoque : « Si la confiance du pays était refusée aux partis majoritaires, ceux-ci renonceraient au pouvoir pour reprendre la lutte dans l'opposition. »

C'est clair. Mais comment la majorité actuelle prendrait-elle acte de ce principe fondamental, reconnu et proclamé par la gauche, alors qu'elle-même en refuse l'application ? Au moins cet ensemble de déclarations, complétant les propos « musclés » du Premier ministre Pierre Messmer et leur donnant une signification concrète, a-t-il le mérite de faire apparaître, sans doute possible, de quel côté sont les tricheurs.

Il est évident que la majorité — et, sur ce plan, rien ne distingue l'U.d.r. de ses alliés giscardiens — a choisi pour la prochaine campagne le plus vieil épouvantail que la droite puisse dénicher dans son arsenal : il s'agit d'effrayer les Français en agitant devant eux la menace d'un régime à la mode soviétique. Mais ceux qui agitent cette menace se rapprochent en même temps d'un autre modèle de régime qui ne plaît guère aux Français, celui qui a cours à Madrid ou à Lisbonne et qui a aussi, depuis longtemps, édicté le refus de toute alternance au pouvoir. A vouloir jouer les matamores, les Peyrefitte, Giscard d'Estaing et autres Boulin ont sans doute commis une lourde faute psychologique. En se privant eux-mêmes de tout droit de se réclamer de la démocratie, ils donnent à la gauche un argument que celle-ci saura utiliser.

CLAUDE ESTIER

Le temps des purges

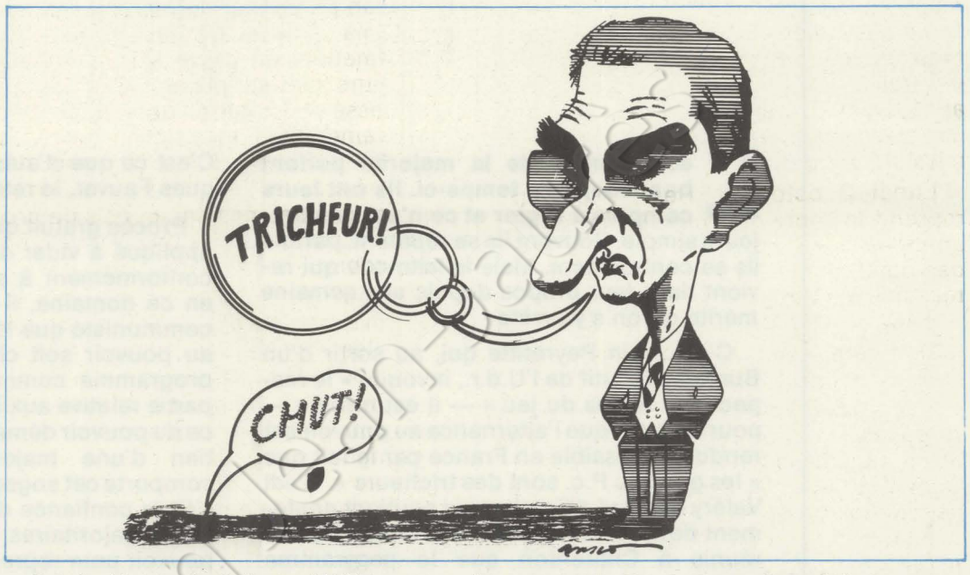
Après la prestation de Pierre Messmer à l'Assemblée nationale, bon nombre de nos confrères annonçaient que le temps de la rigueur était arrivé, que l'U.d.r. avait enfin trouvé un chef, que l'épuration nécessaire était en cours. L'affaire Modiano répond à leurs affirmations péremptoires.

Henri Modiano est député U.d.r. du XIIIe arrondissement de Paris. Il est aussi « administrateur de sociétés », selon sa notice biographique. En 1970, une de ces sociétés, France-Elevage, dépose son bilan. Après avoir croqué 14 millions de subventions officielles. Ce qui est quand même gênant. Aujourd'hui, Henri Modiano démissionne de l'U.d.r. Reprenons la chronologie de cette affaire qui ne manque pas de saveur.

Mardi 5 septembre : Alain Peyrefitte est élu secrétaire général de l'U.d.r. Non sans mal.

Mardi 12 septembre : Henri Modiano — qui est membre de l'amicale Présence et action du gaullisme — reçoit à 11 h un coup de téléphone d'Hubert Germain, ministre des P.t.t. et homme à tout faire de Messmer.

A 15 h 30, Henri Modiano pénètre dans le bureau d'Hubert Germain, au ministère. Celui-ci lui parle de la société France-Elevage, d'une éventuelle suite judiciaire et lui conseille de partir à l'étranger en attendant le 2 octobre. Date à laquelle l'immunité parlementaire jouera de nouveau.



Jeudi 15 septembre : 7 h 30 du matin, Henri Modiano téléphone à Peyrefitte, qui promet d'intervenir auprès de Messmer.

9 h 15 : Alain Peyrefitte téléphone de nouveau à Henri Modiano et lui donne le même conseil qu'Hubert Germain.

11 h : Alain Peyrefitte s'envole d'Orly pour sa tournée sud-américaine.

14 h : Henri Modiano quitte Paris pour Genève et s'y met au vert.

Samedi 30 septembre : de Genève, Henri Modiano téléphone à Hubert Ger-

Les prudences de Charenton

« L'intérêt de la France est que l'actuelle majorité reste la majorité ». Voilà pour le présent. « La France souhaite être gouvernée au centre ». Voilà pour le futur.

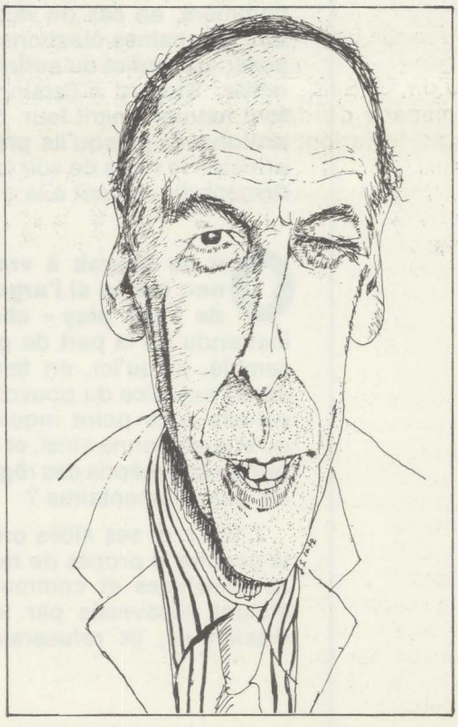
Tels sont les deux axes du discours de Valéry Giscard d'Estaing, dimanche, à Charenton. On attendait du grand Giscard, des chiffres, des formules brillantes et des visions planétaires. Ce fut plus terne. Bloqué entre ses ambitions et les contradictions de la majorité, Giscard d'Estaing était tenu à la prudence : pour la première fois, il a lu mot pour mot les 34 feuillets d'un discours-fleuve — 1 h 30 de tribune — dont chaque terme, chaque phrase ont été soigneusement réfléchis et pesés.

« C'est orthodoxe », a commenté Alain Peyrefitte, secrétaire général de l'U.d.r. « C'est incompatible » — avec la conception politique de l'U.d.r. — a tranché Michel Debré. Une belle unanimité, on le voit, se dégage après le discours de Giscard d'Estaing. Ces divergences de vues s'expliquent aisément.

Alain Peyrefitte est secrétaire général de l'U.d.r. pour qu'y règne l'ordre élyséen. Les stratèges présidentiels ont tout intérêt à ramener Giscard d'Estaing dans le giron pompidolien. Quitte à oublier quelques morceaux de phrases de son discours. La majorité doit aller unie à la bataille. Et dans le cas où les élections donneraient une Chambre qui pencherait au centre, il faut bien ménager les partenaires.

Michel Debré, lui, n'aime ni les précautions oratoires ni cette stratégie centriste. Il le dit nettement, affirmant à qui veut bien l'entendre que l'U.d.r. doit garder sa spécificité. Voilà un langage qui va droit au cœur des députés U.d.r. de base, voilà une déclaration qui renforce le clan dur de l'U.d.r., dont le ministre de la Défense nationale tire discrètement les ficelles, au nom de cette « certaine idée » qu'il se fait de la France.

N.B.



Le cauchemar d'Arthur

main, Alain Peyrefitte et Michel Herson, secrétaire-adjoint de l'U.d.r., au siège du mouvement, rue de Solférino. L'accueil est frais : on lui reproche d'avoir mis au courant son avocat, et aussi de ne pas avoir encore rédigé sa lettre de démission de l'U.d.r.

Lundi 2 octobre : Henri Modiano reprend la route de Paris. La radio lui annonce que la commission nationale des conflits de l'U.d.r. est saisie d'une mesure d'exclusion à son encontre.

A lire cet historique de l'affaire, deux faits apparaissent, qui sont symptomatiques des mœurs de l'U.d.r.

Tout d'abord, que Peyrefitte, secrétaire général de l'U.d.r., n'est même pas au courant du sort que le tandem Hubert Germain-Pierre Messmer réserve à un député de son parti.

Ensuite, qu'un ministre, Hubert Germain, conseille à un député gaulliste de se « mettre au vert » dans la meilleure tradition des films policiers. Le député U.d.r. part effectivement en Suisse et y séjourne deux semaines.

Lundi 9 octobre : Jacques Derogy « sort » l'affaire dans « l'Express ». Les membres de l'U.d.r. sont pour le moins étonnés. Dans les couloirs de l'Assemblée, certains parlent même, à propos de la direction de leur parti, de « méthodes staliniennes ». Alain Peyrefitte lance un communiqué en vitesse, où il se déclare « triste et surpris ». Mais ne dément aucun fait. Didier Julia, député U.d.r. de Seine-et-Marne, s'enflamme et menace de démissionner avec une vingtaine de députés

Rue de Solférino, la panique s'installe. On téléphone à Matignon, à l'Elysée. A Pierre Doueil, directeur du cabinet de Messmer, à Pierre Juillet. Les conciliabules durent tard dans la soirée. Mardi après-midi, Alain Peyrefitte reçoit Didier Julia. Rien ne filtre de la conversation. Mais Julia, qui n'en est plus à une contradiction près, déclare qu'il a reçu « tous les apaisements nécessaires sur le déroulement de la procédure, qui est instruite de façon très démocratique ».

Une heure plus tard, Peyrefitte prend la parole à la réunion du groupe parlementaire, dont le climat, selon l'un des participants, est « abominable ». Il conseille à ses amis de cesser de s'intéresser à une affaire qui, selon lui, sent très mauvais.

On en est là. Décidément, il est facile de se dire pur et dur. Moins facile de l'être.

NICOLAS BRIMO

« Mon personnel de mes services de ma radio et de ma télévision se mettent en grève. » Déjà, depuis huit jours, mes scripts et mes assistants ont cessé le travail et demain ce sont mes cameramen, mes habilleuses, mes illustrateurs sonores qui entament des mouvements de 24 et 48 heures ; enfin, tous ensemble, mes personnels de production s'arrêteront de travailler le lundi 16 octobre.

Ah, qu'il est loin ce beau jour d'été où je m'adressais par la vidéo intérieure à tous les p'tits gars de l'Office et même à ceux de la Guadeloupe ! Les ingrats...

Aujourd'hui, récusant le père que je suis pour eux, ils m'accusent de mettre en danger leur qualification professionnelle au sein des nouvelles structures que je viens d'imposer à l'Office. Ils redoutent notamment que le système des trois régies — vidéo, vidéo mobile et film — compromette la mobilité des personnels, restreignant ainsi les possibilités de promotion et d'avancement, tout en réduisant l'intérêt du travail à zéro.

Enfin, ils prétendent que les nouvelles formes de production que je viens de décider vont porter un coup fatal à la qualité des émissions produites par l'Office.

Ingrats et ingénus ! N'ont-ils pas compris que c'est exactement le but que je recherche ? Qu'une fois le monopole abattu et la télévision livrée aux intérêts privés, ceux de mes anciens patrons du groupe Prouvost par exemple, ils pourront chercher du travail dans la saine émulation de la concurrence tout en faisant monter les enchères ? Et voilà comment ils me remercient.

Aussi bien, abandonnant la carotte, ai-je décidé de manier le bâton comme un vulgaire Messmer. C'est ainsi que j'adopte le style légionnaire dans ma dernière circulaire au personnel — sans apparition à l'image cette fois. Jugez-en : « Je ferai respecter la loi, j'entends notamment faire assurer la liberté du travail. J'attends de tout le monde une attitude plus responsable. Il faut mettre fin aux désordres. »

A votre avis, est-ce que ça va marcher ?

MAURICE SEVENO

P.S. - En tous cas, pourvu que l'information (première et deuxième chaîne) tienne bon ! C'est le principal.

Les vilenies de La Villette

Cinq cents travailleurs risquent de perdre leur emploi, 2 000 sont concernés. Ils travaillent aux abattoirs de La Villette ou sous-traitent ses produits. Le complexe qui devait devenir « la plaque tournante du Marché commun de la viande », selon le ministre de l'Agriculture de l'époque, va fermer ses portes, abandonnant un matériel perfectionné qui assurait des conditions d'hygiène inégalée en France, permettant de fournir plusieurs dizaines de laboratoires de recherche.

Tant pis pour les travailleurs de la S.t.a.p. (Société technique d'abattage de Paris) et de la Semvi (Société d'économie mixte de La Villette) si le gouvernement prend des décisions auxquelles ils n'ont aucune part — la S.t.a.p. a été dissoute le 29 juin, ses employés ne l'ont su officiellement que le 23 septembre. Tant pis pour les consommateurs si l'hygiène d'abattage n'est plus respectée. Tant pis pour la recherche médicale. Tant pis pour l'argent des contribuables si la gestion des fonds publics se caractérise par l'irresponsabilité du gouvernement et de ses acolytes.

Les syndicats C.g.c., C.g.t. et F.o. de La Villette avaient proposé des solutions pour équilibrer la gestion ; ils n'ont reçu aucune réponse. Ils viennent d'écrire une lettre ouverte au président de la République : « Votre gouvernement, avec sa majorité, étant responsable de notre situation et, par conséquent, de notre avenir », ils lui demandent d'intervenir en leur faveur.

Un rapport officiel, ont-ils révélé, estime récemment que « la fermeture au 15 janvier prochain serait la plus avantageuse sur le plan financier, sans doute la moins compliquée sur le plan juridique, possible sur le plan économique, sans grande gravité sur le plan social (!), mais très inopportune sur le plan politique ».

Le mépris du travailleur rejoint le mépris de l'électeur : c'est pour après les élections ?

Y. L.

Tant pis pour les Peaux-Rouges

Ce n'est pas que toute la France, ni même toute la Bretagne, ait approuvé les méthodes explosives des onze autonomistes bretons jugés mardi à Paris par la Cour de sûreté de l'Etat, il s'en faut : « Faire parler le breton, oui, disait un de leurs proches. Mais faire parler le plastic ? » Ce qui est sûr, c'est que ce procès du Front de libération de la Bretagne (F.l.b.) a révélé bien des solidarités profondes, et c'est ce qui — bien au-delà d'un verdict peu sévère : huit sursis et trois acquittements — lui aura donné toute son importance.

Sans partager pour autant la revendication autonomiste des inculpés, des témoins de toutes tendances sont venus les défendre à la barre. Aussi bien le général Paris de Bollardière que le professeur socialiste Michel Phlipponneau, l'un des fondateurs du fameux Celib, le Comité des intérêts bretons. Aussi bien un notable centriste comme Georges Lombard, sénateur-maire de Brest, que le bouillant abbé Aimé Lebreton. Et tous ont condamné aussi vigoureusement que les accusés les responsabilités du Pouvoir dans le drame économique, social et culturel que vit la Bretagne.

La barre des tribunaux sera-t-elle désormais le seul lieu où puissent s'exprimer les préoccupations et les espoirs de la Bretagne ? Naguère encore, cela passait par le Celib, qui parlait haut au nom de toute la région. C'en est bien fini : usé, rongé par les prudences, les compromis et les bonnes manières, ce qui avait représenté pour toutes les régions françaises l'exemple des luttes contre le centralisme abusif allait s'enliser. Après diverses personnalités et la C.f.d.t. au printemps, l'autre semaine, c'est le maire de Lorient, Yves Allainmat, qui a annoncé que les socialistes se retiraient du Celib. Le P.c., le P.s.u. et la C.g.t. ont fait de même. Jusqu'au président du Celib, René Pleven, qui a démissionné et mis fin à l'équivoque qui lui confiait la tâche de dénoncer les erreurs du Pouvoir... alors qu'il était ministre ! Pour Phliponneau, qui participa activement à la fondation du Celib, c'est la trahison de Pleven et de tous ceux qui ont renié leur serment d'alors qui a tué le Celib et mené à leurs actes les accusés du F.l.b. Et de rappeler ce que déclarait l'actuel Garde des Sceaux en 1961 : « La France va vers des déchirements qu'elle ne soupçonne pas si elle ne donne pas à la Bretagne la possibilité de s'épanouir ».



Louison Bobet et Raymond Marcellin (maire de Vannes) à Quiberon.



Olivier Guichard (maire de La Baule) « enlevé » par des manifestants paysans près de Nantes en 1969.

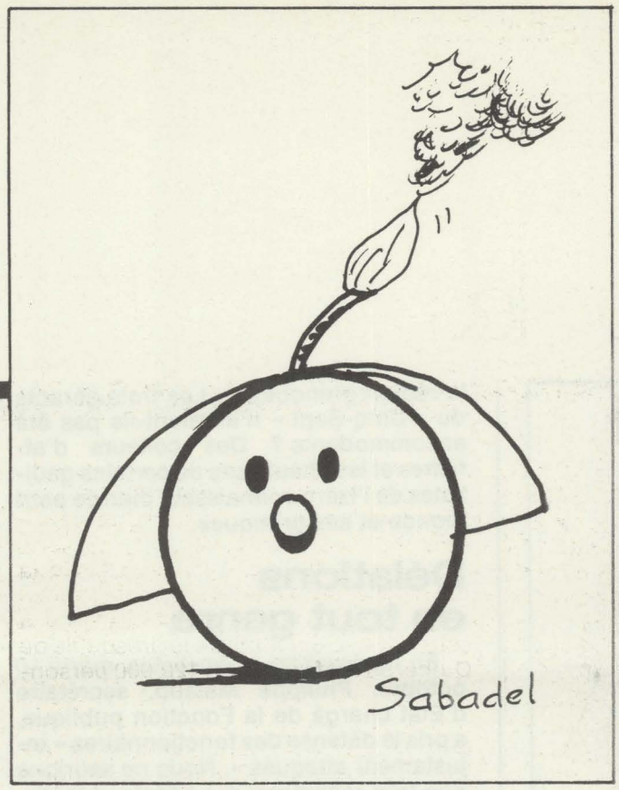
S'épanouir ? Mais comment donc ! On a trouvé pour la Bretagne une panacée : le tourisme, comme par exemple autour de la baie de Quiberon. Pas n'importe quel tourisme : le modèle de luxe. L'avenir, paraît-il, c'est l'aménagement d'un vrai golf entouré d'attractions pour clubmen, la transformation des salines en simili-marina, l'implantation d'un nouvel établissement de thalassothérapie, la mise en service de lignes aériennes privées, la prolifération des résidences secondaires cossues à 5 000 m2 le lot, l'ouverture de palaces super-étoilés dont les dépliants touristiques ont renoncé à indiquer les tarifs, en conseillant pudiquement de « consulter la direction ».

Cette orientation vers la clientèle la plus riche intervient alors que le tourisme familial est lui-même parvenu à saturation. L'exemple de la presqu'île de Quiberon est frappant : 120 000 personnes s'y pressaient — le mot est faible — aux environs du 15 août. Un mois plus tard, le chiffre de sa population est retombé à 8 000. Ainsi, quinze fois moins de monde lorsque la « saison » est finie. Si l'on excepte la petite société fermée des curistes que le Tout-Paris procure aux frères Bobet, on ne retrouvera un semblant d'animation qu'à Pâques.

Mentalité d'assisté

Mais après le départ du dernier estivant, qui se soucierait encore de l'indigène armoricain ? Il a rempli son office subalterne, donné à la Fête des Menhirs son spectacle d'un folklore-décor. Durant trois mois, on a développé chez lui une mentalité d'assisté qui l'apparente au Peau-Rouge emplumé d'une réserve. Maintenant, il peut crever.

Lorsqu'il tend à fossiliser, pour le donner en spectacle, le mode de vie et la culture d'un peuple, le tourisme est dégradant. Lorsqu'il est devenu le seul « débouché » d'une région, le tourisme n'est qu'un pis-aller médiocre qui fait survivre une population attachée au pays natal et qui emploie, faute de mieux, le dernier moyen à sa portée pour s'y maintenir. Lorsqu'il spécule sur les snobinards et les capitalistes, le tourisme fait monter les prix, qui ne redescendront jamais ensuite.





Tout comme le Girondin Olivier Guichard (ministre de l'Aménagement du Territoire) à La Baule et le Pyrénéen Yvon Bourges (Commerce) à Dinard, le Parisien Christian Bonnet, secrétaire d'Etat et industriel de la conserve, a été assez heureux pour se tailler un fief politique à Carnac. Il s'y sent bien campé. Pourtant, les symptômes annonciateurs d'un changement sont perceptibles.

La gauche chez Cadoudal

Il y a, perceptible dans les festounoz, aux réjouissances populaires infiniment moins sophistiquées que les spectacles conçus pour le « grand » tourisme, la relève du folklore traditionnel par des chansons engagées ; on en entendit ainsi des dizaines retraçant, en français aussi bien qu'en breton, le geste des grévistes du Joint français, ou celle de « la guerre du lait ».

La prise de conscience est aussi politique. On l'a bien vu aux dernières municipales, notamment entre les deux tours, par la poussée de la gauche. Auray, petite capitale chouanne et patrie du farouche Cadoudal, s'est donné sept conseillers socialistes et communistes, et Pontivy, ex-siège du « Conseil national breton » qui se compromit sous l'Occupation, a maintenant un maire socialiste.

Dans cette région, l'adjoint de Guichard n'apporte pas plus le décollage d'une économie en détresse que son ami Golvan, sénateur-maire de Quiberon et président de la Satmor, société d'économie mixte associant pour « l'aménagement touristique du Morbihan » des capitaux publics et privés. Certes, on veut croire que ces investissements capitalistes ne sont pas perdants. Mais, à l'heure de pesée des centimes communaux, que de pensées amères ! L'étalement des vacances étant un échec, le tourisme se traduit d'abord par les lourds sacrifices de mise de fonds que s'imposent particuliers et collectivités locales. L'Etat calculant ses subventions sur les besoins normaux de la population sédentaire, comment amortir les parkings — à plus forte raison les parcmètres — vides dix mois par an, les voiries supplémentaires, les installations nautiques ? A Quiberon, la future usine d'incinération — intercommunale il est vrai — exigera à elle seule un effort de cinq millions lourds...

Ministre-adjoint de l'Aménagement, Bonnet est curieusement le représentant d'une région particulièrement victime de l'Etat centralisateur. Si l'on y critique le tourisme-roi, ce n'est pas par xénophobie, mais simplement parce qu'il se substitue à des activités avant lui très équilibrées, et qui procuraient le pain non seulement à la population locale, mais aux travailleurs saisonniers venus du Pays Bigouden — comme à Quiberon — voire aux familles franco-canadiennes rapatriées d'Acadie — comme cela se fit à Belle-Ile.

Tourisme et chômage

Plus qu'un symbole, surtout, la crise de la sardine. Les captures ne sont plus que le sixième de ce qu'elles étaient il y a dix ans. Elles ne suffisent même pas, cette année, à payer les frais de rogue, de gaz-oil et de rôle. C'est la rançon de la surexploitation anarchique des océans, mais aussi de la faiblesse des moyens d'assistance technique et de recherche dont dispose l'océanologie française.

Que vont devenir les 450 marins embarqués de Quiberon ? Il a fallu vendre des pinasses. Les gros industriels de la conserve rentabilisent leurs exploitations par la concentration, en fermant ici leurs usines et en en alimentant d'autres avec des camions de sardines d'Italie. Mais à Port-Maria-en-Quiberon, des marins-pêcheurs payés à la part n'ont gagné en tout et pour tout que 150 F pour deux mois de labeur ! Et, pour leurs familles, c'est le drame supplémentaire du chômage des conserveries qui occupaient épouses et jeunes filles de mai en octobre, à chaque campagne... Il ne subsiste plus que trois usines à Quiberon, contre 10 en 1956 ; à Belle-Ile, une seule au lieu de 6 ; et cette année, à Saint-Pierre, c'est « La belle Bretonne » qui a cessé, à son tour, toute activité.

Les promoteurs immobiliers n'attendaient que cette aubaine pour récupérer des terrains en bordure de mer. L'an dernier, trois conserveries ont ainsi fait place à deux cents appartements à vendre.

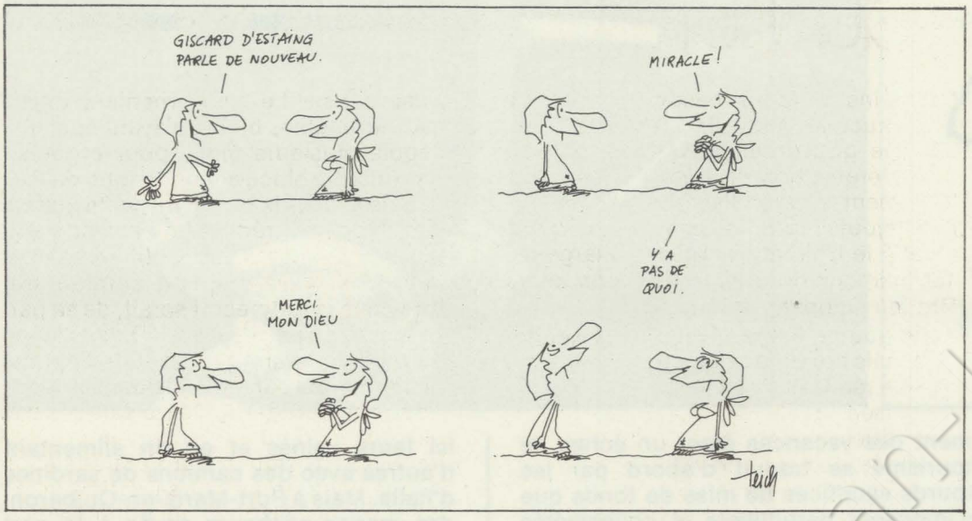
On vous le dira cent fois entre Pontivy et la « thalasso » : on ne saurait plus répondre de rien lorsque dans une famille, le père, marin-pêcheur et fier de sa qualification, n'a plus qu'à se faire gardien de camping ; que la mère, d'ouvrière se retrouve plongeuse ou femme de service ; et que les enfants grandissants ne parviennent qu'à s'expatrier.

Simple problème de dignité humaine auprès duquel le fait que le maire de Carnac soit député ou ministre, « indépendant » giscardien ou à la mode marcelline, c'est, sauf votre respect, Bonnet blanc et blanc Bonnet.

PIERRE MILLY

URGENT - Comité d'établissement cherche personne pour travail à mi-temps, ayant permis de conduire pour déplacements sur chantiers Paris et Banlieue très proche. Ecrire à l'UNITE qui transmettra.

A contre-pied



Michelin roule mal

Aux usines Michelin, à Clermont-Ferrand, 135 ouvriers sont en grève depuis trois semaines. Ils demandent 0,50 F d'augmentation de l'heure, que la direction leur refuse obstinément. Ils sont soutenus en France, mais aussi en Allemagne et en Italie, et même en Espagne : pour qu'on ne puisse pas casser leur grève, les travailleurs des autres usines du groupe ne fournissent plus ce qu'ils fabriquaient, les toiles métalliques qui entrent dans la fabrication des pneus.

Furieuse de cette solidarité, la direction a essayé cette semaine une nouvelle tactique. Elle a écrit aux familles des grévistes : « Cette grève fait maintenant peser une menace sur le maintien de l'emploi de certains de vos camarades... C'est de votre poste, de votre atelier, de votre paye dont il s'agit. »

Mais ces menaces ne peuvent empêcher que, chez Michelin, un comité mondial permanent, qui sert de liaison entre les différentes usines du groupe, existe. Et est efficace : d'une grève partie d'un atelier, on en est aujourd'hui à un mouvement de soutien international.

Au Maroc aussi...

Depuis la dernière tentative d'attentat auquel il a réchappé miraculeusement, le roi du Maroc Hassan II essaie de sauver son pouvoir par les procédés habituels : appel à l'union nationale et promesses de réformes. Le roi a adressé une lettre aux trois formations de l'opposition leur proposant la formation d'un gouvernement d'union nationale. Il attend les réponses qui risquent d'être au moins « réservées ».

Comme il faut toujours des boucs émissaires, le procès pour corruption de six anciens ministres et de six hauts fonctionnaires se poursuit à Rabat. Comme un quelconque député U.d.r. de la Drôme, l'ex-ministre des Travaux publics, Mohamed Iami, a reconnu avoir touché une grosse somme d'une firme industrielle, en précisant qu'il s'agissait d'un prêt.

Attentat ?

Le procès de l'incendie de Saint-Laurent-du-Pont répondra-t-il à ces questions gênantes que « l'Unité » posait dès son numéro 24? D'ores et déjà Me Isorni, avocat de la partie civile, demande l'inculpation du préfet de l'Isère et de son secrétaire général. Et, autour du prétoire, on reparle de l'hypothèse de l'attentat criminel. Le racket des bars et boîtes de nuit fonctionne bien dans la région grenobloise. Les trois gérants du « Cinq-Sept » n'auraient-ils pas été accommodants ? Des colleurs d'affiches et les chauffeurs de certains gaullistes de l'Isère connaissent bien ce petit monde et ses pratiques.

Délations en tout genre

En recevant les journalistes, mardi 10 octobre, Philippe Malaud, secrétaire d'Etat chargé de la Fonction publique, a pris la défense des fonctionnaires « injustement attaqués ». Nous ne saurions que trop recommander à Malaud la lecture du discours de Jean Charbonnel, ministre du Développement industriel et scientifique, qui invitait les militants gaullistes, il y a quinze jours, à la délation de fonctionnaires. Et celle des propos d'un autre ministre, Robert Boulin, qui invitait dimanche les militants gaullistes de Saône-et-Loire à « dénoncer certains professeurs engagés qui conditionnent l'esprit des jeunes qu'on leur confie. »

L'axe Paris-Madrid

L'axe Paris-Madrid se porte bien. Très bien même. Grâce à Raymond Marcellin, ministre de l'Intérieur, le gouvernement de Franco est heureux : l'E.t.a., organisation nationaliste basque, est interdite en France.

Après avoir interdit de séjour, assigné à résidence, accordé des permis de séjour de huit jours à ses membres pourchassés par la police fasciste, Marcellin a pris une mesure qui a, au moins, le mérite de la franchise.

Alex s'en paie une nouvelle tranche

A Orly, l'autre jour, j'ai rencontré Alex, l'adolescent ivre de violence d'« Orange mécanique ». Je me suis étonné de le voir là.

« C'est que la France est devenue formidable, horrorshow. Quand j'ai su que Peyrefitte, le bolchoï de votre U.d.r., avait demandé : « Qui croira que nous vivons dans une sorte de Far-West ? », j'ai accouru, parce que moi, j'y crois.

D'autant que votre chef de gouvernement en a remis : « Les plus énergiques n'attendent pas le soufflet et donnent le coup de poing les premiers », et aussi son copain Sanguinetti : « Voici venu le temps allègre du combat. Nous allons en découdre. »

Ça, c'est causé. Et comme j'aime bien taper sur le gulliver des gens et toltchocker à coups de poing, je suis venu.

— Mais peut-être qu'ils ne passeront pas aux actes ?

— Ah ! s'est exclamé Alex, relouchez-moi plutôt ça ».

Ça, c'était des comptes rendus de l'Assemblée. On y lisait : « Mme Troisier (U.d.r.) claque son pupitre et trépigne, un de ses collègues la calme » (séance du 3 octobre). « M. Pasqua (U.d.r.) hurle, frappe son banc ; M. Marette (U.d.r.) lance à M. Ballanger : Ta gueule ! » (séance du 5 octobre).

« Voilà, a conclu Alex, pourquoi je suis venu donner un coup de rouke et aider ces U.d.r. Ce sont des drougs, des frères : ils me ressemblent. »

MENIPPE

Les pirates du cuivre

L'affaire de la saisie-arrêt d'une cargaison de 1 250 tonnes de cuivre chilien *(voir le dernier numéro de « l'Unité »)* va connaître de nouveaux rebondissements, à la suite de la démarche des avocats mandatés par le gouvernement de Santiago auprès du tribunal de grande instance de Paris pour qu'il revienne sur sa décision.

Apparemment, cette affaire embarrasse le gouvernement français, qui n'éprouve sans doute pas de sympathie particulière pour l'Unité populaire chilienne, mais qui est, d'autre part, peu désireux de passer — directement ou indirectement — pour le complice d'un trust américain dont le comportement est particulièrement scandaleux.

Tellement scandaleux qu'au Chili même, l'opposition démocrate-chrétienne a dû se solidariser avec le président Salvador Allende dans sa protestation contre la « piraterie » de la Kennecott. Un représentant de ce parti a même participé lundi au grand meeting organisé par la Centrale unique des travailleurs, au cours duquel le Président a annoncé une série de mesures qui montrent que la défense du cuivre chilien devient véritablement une affaire d'Etat.

Compte tenu de l'affrontement de plus en plus violent qui se développe depuis plusieurs mois entre la gauche chilienne et la démocratie chrétienne, cette unanimité des grands partis chiliens a pu surprendre. C'est pourtant le seul terrain où elle ne pouvait manquer de se réaliser.

C'est en effet entre 1967 et 1969, c'est-à-dire sous la présidence d'Eduardo Frei, qu'a été engagé le processus de nationalisation de la grande mine de cuivre d'El Teniente, propriété de la Braden Copper, filiale de la Kennecott. A cette époque, le gouvernement démocrate-chrétien avait racheté 51 % des actions de la mine pour la somme totale de 80 millions de dollars, ce qui était bien payé, puisque la valeur totale de la mine déclarée par la compagnie américaine ne dépassait pas 70 millions de dollars. Il y a déjà là un cinglant démenti aux allégations de la Kennecott selon lesquelles elle aurait été nationalisée sans indemnité. Lorsque, en juillet 1971, la loi sur la nationalisation du cuivre, votée à l'unanimité, a redonné à la nation chilienne les 49 % de la mine d'El Teniente qui restaient encore entre les mains de la Kennecott, la firme n'a reçu aucune nouvelle indemnisation ; mais le gouvernement chilien pouvait considérer à bon droit qu'elle avait été largement payée d'avance, surtout si l'on ajoute que la nationalisation a amené le Chili à prendre en charge les 150 millions de dollars de dettes de la Braden Copper.

Ce que ne dit pas non plus la Kennecott mais qui figure dans ses livres, c'est qu'elle réalisait au Chili, avant d'être nationalisée, des bénéfices exorbitants dont quelques chiffres peuvent donner une idée. Par rapport au capital investi par elle dans ce pays, son taux de profit annuel avait approché une moyenne de 53 % pour les quinze dernières années, avec des « pointes » de 106 % en 1967, de 113 % en 1968, de 205 % en 1969, et encore de 52 % en 1970, après la première nationalisation partielle. La Kennecott, qui est liée aux groupes Morgan et Rockfeller, contrôle de nombreuses autres entreprises dans d'autres pays que le Chili. Elle y a réalisé au total, pendant les quinze dernières années, un profit annuel moyen légèrement inférieur à 10 % du capital investi. La comparaison est éloquente et se résume dans ce dernier chiffre : la Kennecott n'avait au Chili que 20 % de l'ensemble de ses investissements dans le monde, elle y réalisait 80 % de ses profits !

Quelle légalité?

On comprend donc que le gouvernement français, en dépit de son penchant marqué pour les grosses sociétés capitalistes, hésite à soutenir une aussi mauvaise cause. Le gouvernement américain lui-même, bien qu'ayant tout fait, depuis plusieurs mois, pour organiser un véritable blocus économique du Chili — baisse du prix du cuivre sur le marché international, réduction considérable des crédits d'aide au Chili — se rend peut-être compte qu'un soutien trop bruyant à la Kennecott serait, de sa part, un nouveau pas de clerc (1) dans la mesure où cette affaire ressoude l'opinion chilienne autour du président Allende. Peut-être sera-t-il tenté de saisir la perche que lui tend indirectement le cardinal Silva Henriquez, qui s'était déjà distingué il y a un an par sa lettre ouverte au président Nixon et qui affirme à nouveau le droit pour le Chili de disposer pour lui-même de ses richesses nationales.

Le cardinal Henriquez se dit convaincu qu'un dialogue « doit permettre d'aboutir à une solution rapide et efficace ». Il est certain qu'une intervention française pour la défense du cuivre chilien faciliterait une telle solution. A son retour du Chili, Alain Peyrefitte, secrétaire général de l'U.d.r., a un peu rapidement affirmé que le gouvernement Allende ne pourrait accomplir son programme sans sortir de la légalité. On aimerait aujourd'hui qu'il réponde à la question : est-ce Allende ou est-ce la Kennecott qui sort de la légalité ?

C.E.

(1) On se souvient des remous provoqués, en mars dernier, par les révélations du journaliste américain Jack Anderson sur le soutien apporté à Washington au complot préparé par la compagnie I.t.t. contre Salvador Allende.



La mine de cuivre d' El Teniente au Chili.

Les travaillistes à pas comptés

Après la semaine européenne des Scandinaves, la quinzaine anglaise des congrès. Blackpool a vu les conservateurs succéder aux travaillistes pour les grandes cérémonies que sont les assises nationales des deux grands partis britanniques. Parce qu'étant entendu que les leaders de chaque parti ne sont pas soumis à la discipline de parti dans leur action gouvernementale, leur problème est souvent moins de se faire approuver que de ne pas être liés par des décisions trop spectaculaires.

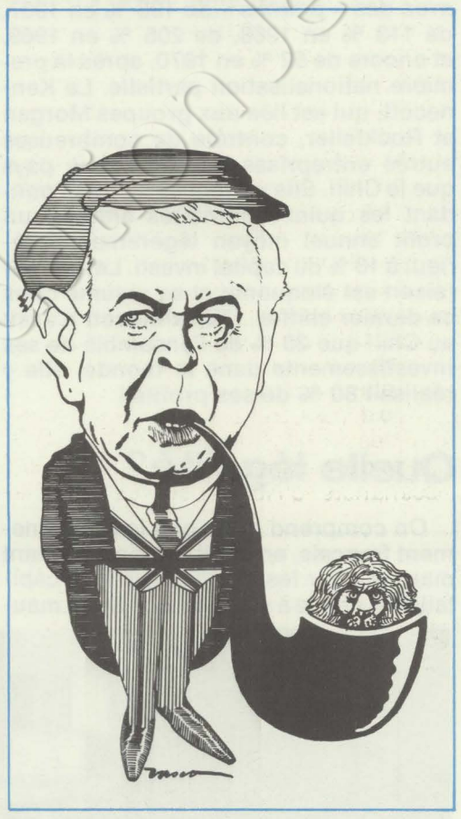
Au premier plan, l'Europe. Edward Heath s'en est fait le chaleureux défenseur et a été acclamé comme tel par un congrès conservateur réconforté par le succès danois. La droite anglaise a, au moins, la satisfaction de posséder à sa tête un homme ayant un grand dessein politique : elle en avait perdu l'habitude depuis la retraite de Winston Churchill. Que l'opposition populaire au Marché commun soit réelle peut l'inquiéter, sans le troubler. Heath laissera le temps agir pour réconcilier beaucoup d'Anglais avec l'intégration européenne et il a transformé la vieille formule des Britanniques : « Attendre et voir », en : « Ne pas attendre et voir ».

La manœuvre de Wilson

Du côté travailliste, la situation est plus délicate. Le Parti a abordé son congrès à peine remis du déchirement de son groupe parlementaire, brisé au cours du débat aux Communes sur l'Europe. Les pro-européens, conduits par Roy Jenkins, avaient quitté le cabinet fantôme. Le congrès allait-il être celui de l'affrontement ou celui de la réconciliation ? En fait, il fut celui du modus vivendi, grâce au talent manœuvrier d'Harold Wilson.

Tout pouvait être cassé par la gauche travailliste, animée par Michael Foot, Georges Shore et Anthony Wedgwood-Benn. Les représentants des syndicats, porteurs des plus gros paquets de vote, étaient, bien entendu, résolument hostiles à l'adhésion britannique. Leur conjonction avec la gauche politique du Parti risquait de balayer les thèses européennes dans des conditions telles que le Parti tout entier aurait été, pour l'avenir, prisonnier d'une résolution brutale.

L'ancien chef du gouvernement travailliste sut faire repousser tout texte de ce genre, avec le concours du puissant syndicat des Transports, dont le leader est l'efficace Jack Johns. Une abstention opportune a permis de faire passer le texte préparé par l'exécutif, qui contient une demande de renégociation entre la Grande-Bretagne et les Six sur un certain nombre de points particuliers. Certes, l'application de ce texte, notamment dans le domaine de la politique agricole, conduirait tout droit à l'échec. Mais ses avantages sont, d'une part, qu'il ne contient aucune formule explicite sur le retrait de la Grande-Bretagne du Marché commun en cas de retour au pouvoir des travaillistes ; d'autre part, qu'il apparaît si peu réaliste que la quasi-totalité des observateurs de sang-froid le juge destiné à rester lettre morte.



Le succès de Wilson dans cette délicate opération a été si net que plusieurs journaux anglais ont parlé d'un « triomphe » et que le leader travailliste s'est senti assez fort pour tendre à Jenkins la main de la réconciliation, en affirmant, sur les antennes de la B.b.c., qu'il serait « heureux de l'accueillir à nouveau dans le cabinet fantôme, pour bien montrer que nous sommes maintenant un parti uni ». Cependant, il faudra attendre la réaction de l'exécutif du Parti sur la présence prévue de plusieurs de ses membres dans les organismes européens pour apprécier le véritable caractère de la réconciliation.

En cas de retour

En fait, le Parti travailliste n'a pas, dans l'état actuel des choses, d'autre leader possible que Wilson. Son influence sur beaucoup de militants est forte, mais elle l'est encore plus sur l'électorat travailliste, si l'on s'en réfère à des sondages récemment publiés, qui ont montré que trois électeurs sur quatre lui accordaient leur confiance. En outre, beaucoup de travaillistes, s'ils sont décidés à utiliser l'affaire européenne comme une arme de guerre contre Heath, n'oublient pas que les raisons qui les avaient eux-mêmes incités à poser les premiers la candidature britannique restent valables. L'usage d'une machine de guerre en politique intérieure ne signifie pas, pour autant, qu'on soit décidé à user de la même machine contre les partenaires européens de la Grande-Bretagne.

La coalition des travaillistes anti-européens est d'ailleurs disparate et parfois contradictoire. Lorsque la gauche politique découvre d'abord dans le Marché commun un instrument du capitalisme et qu'elle le combat en tant que tel pour des raisons idéologiques, elle n'est pas sur la même longueur d'onde que les syndicats, qui redoutent d'abord des modifications de conditions de travail et d'habitudes acquises par une lutte opiniâtre et pragmatique de plus d'un siècle. Wilson n'ignore pas cette réalité, pas plus qu'il n'ignore qu'en cas de retour au pouvoir, ce n'est pas de la gauche politique qu'il devrait attendre un concours sans faille ; notamment lorsqu'il faudra reprendre en main une situation économique et financière médiocre, plus du fait de l'état général de la Grande-Bretagne que de celui de la gestion des conservateurs.

Au-delà des excès du verbe, aussi courants — sinon plus — dans les luttes politiques anglaises que dans celles qui animent notre propre pays, le Parti travailliste a su trouver le chemin de la mesure. Contrairement à ce que certains observateurs étrangers ont affirmé, le congrès travailliste n'a pas cherché ni atteint le compromis ou le « nègre-blanc ». Il a plus simplement gagné, lui aussi, du temps.

CLAUDE FUZIER

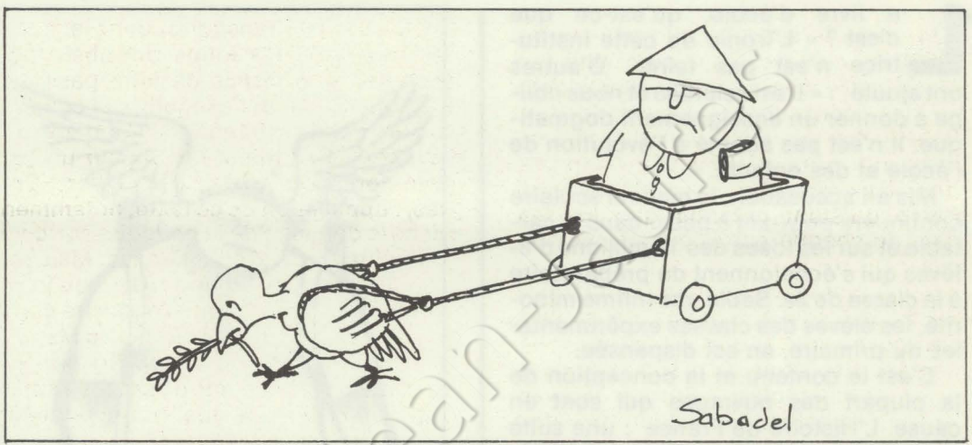
Au bout, l'espoir

Henry Kissinger et Le Duc Tho ont eu cette semaine un véritable marathon de la négociation. Le premier s'est livré à un seul commentaire : « Ceux qui parlent ne savent rien et ceux qui savent ne disent rien. » La boutade a été bien accueillie à Hanoï, dans les milieux — très restreints — qui savent.

Opération électorale du président Nixon ou promesse certaine de paix ? La question est toujours posée, au Nord-Vietnam comme aux Etats-Unis. Cependant, après quatre jours de négociation et s'il est exact que les deux interlocuteurs ont eu « beaucoup à se dire », ainsi que l'a souligné le porte-parole de la Maison Blanche, Ronald Ziegler, on reste persuadé que jamais la fin des combats n'a été aussi proche. On voit mal en effet pourquoi les Nord-Vietnamiens, par des contacts aussi poussés, apporteraient un tel concours à la campagne électorale du président américain sans contrepartie sérieuse.

L'ambassadeur des Etats-Unis à Saïgon a eu la tâche délicate d'aller informer le président Thieu, dont le départ est une des conditions nord-vietnamiennes à la cessation des hostilités. Il semble que celui-ci ne se fasse plus d'illusions sur son avenir politique, encore que le pouvoir qu'il représente est plus en cause que sa propre personne.

Le président Nixon montre, quant à lui, une parfaite sérénité. Il laisse George



Mc Govern entreprendre un tour des Etats-Unis de deux semaines, au cours duquel le candidat démocrate tentera de rassembler l'électorat démocrate très ébranlé dans plusieurs Etats, notamment en Californie. Mc Govern est même tombé dans le piège en reprochant publiquement au président sortant de mener sa campagne de son bureau, ce qui est très exactement l'image que Richard Nixon entend donner de lui.

Dans un mois, on connaîtra le nom du nouveau président et tous les sondages, tous les observateurs donnent Nixon gagnant. Jamais campagne n'a été plus curieusement conduite : beaucoup d'indifférence aux Etats-Unis ; une succession de nouvelles entraînant une sorte de « suspense », digne du meilleur scénariste d'Hollywood, dans l'affaire vietnamienne — des péripéties aussi graves que celle du raid sur Hanoï mercredi risquant à tout moment de compromettre le « happy end ».

Subsiste en effet, sur le terrain, la poursuite d'une guerre acharnée : c'est à la fois une façon de camoufler par un démenti sanglant que les négociations continuent, et un moyen de s'assurer, avant l'armistice, des meilleures positions. L'aviation américaine redouble d'acharnement sur le Nord pour rappeler au peuple vietnamien le prix de la guerre et, par conséquent, les avantages de la paix. L'armée communiste attaque aux portes de Saïgon pour être prête à soutenir dans la ville sa représentation politique, lorsque celle-ci y aura sa place.

C.F.

Madagascar : l'usure du pouvoir

Depuis dimanche, la patrie malgache a perdu son « père ». Philibert Tsiranana n'est plus qu'un vieil homme usé par la maladie qu'on vient de mettre à la porte. Le référendum populaire a donné à ses adversaires une majorité aussi confortable que celle qu'il avait obtenue il y a neuf mois, pour sa dernière réélection.

Avec Tsiranana s'effondre aussi le parti dominant, le Parti social-démocrate. Un parti qui, bien qu'ayant adhéré à l'Internationale socialiste, n'était plus qu'une machine administrative. Ce Pouvoir, longtemps bonhomme, avait acquis finalement les travers habituels des expériences de pouvoir personnel : il supportait de plus en plus mal toute velléité d'opposition.



Le général Gabriel Ramanantsoa.

En mai dernier, Madagascar connut sa révolution. Les émeutes de Tananarive, déclenchées par les étudiants, contraignirent le président en place à donner les pleins pouvoirs au chef d'état-major de l'armée, le général Gabriel Ramanantsoa. Après bien d'autres pays africains, Madagascar connaissait un pouvoir militaire. Le paradoxe est qu'il parut infiniment moins pesant et plus libéral que le pouvoir civil auquel il succédait. Ramanantsoa s'est décidé à faire le saut : il s'est fait accorder les pleins pouvoirs pour cinq ans, supprimant du même coup la présidence de la République et le Parlement.

Comme il y a toujours quelqu'un de dupé dans cette sorte de drame, il semble bien que les dupés soient les mouvements gauchisants qui jouèrent un grand rôle dans le déclenchement des émeutes de mai dernier. Aussi la crise malgache n'est-elle peut-être pas résolue aussi complètement qu'on l'imagine, parce qu'il existe des forces révolutionnaires qui ne se satisferont pas longtemps de ce qui, pour le moment, est surtout le départ d'un homme et d'une équipe.

JEAN LETHIL

Des livres qui font école

« Le livre d'école, qu'est-ce que c'est ? » L'ironie de cette institutrice n'est pas feinte. D'autres ont ajouté : « Il est sclérosé et nous oblige à donner un enseignement dogmatique. Il n'est pas adapté à l'évolution de l'école et des enfants. »

Mis en accusation, le manuel scolaire continuera pourtant à peser dans le cartable et sur les idées des 12 millions d'élèves qui s'échelonnent du préparatoire à la classe de 3e. Seule une infime minorité, les élèves des classes expérimentales du primaire, en est dispensée.

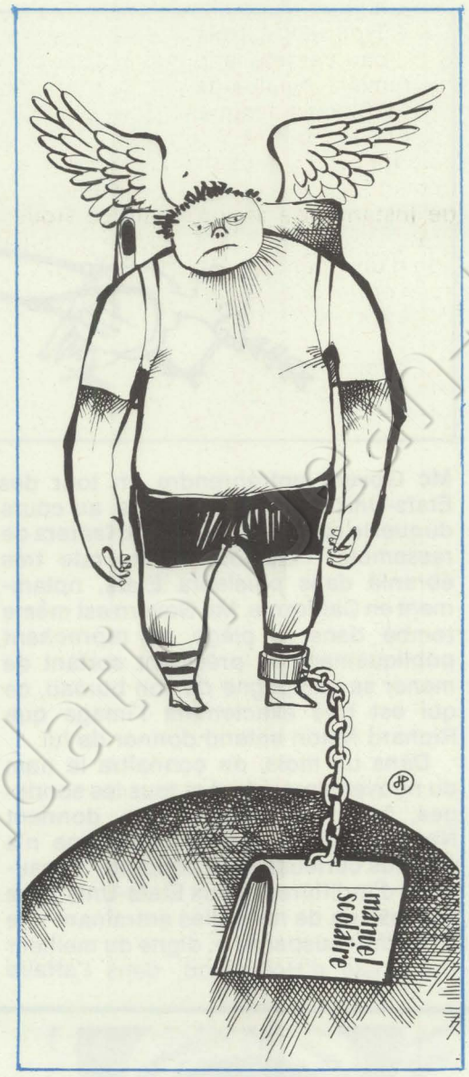
C'est le contenu et la conception de la plupart des ouvrages qui sont en cause. L'Histoire de France : une suite d'affirmations ; les exercices de mathématiques : l'application d'une règle. Alors que l'Histoire est faite par les hommes, et que ce sont les problèmes qui mènent scientifiquement à des lois. Autrement dit, il y a décalage entre « ce qui est écrit dans les livres » et la réalité.

Roi de l'enseignement scolastique, le livre reste synonyme d'érudition et source du savoir. Surtout pour les parents. Mais ce sont les familles les plus « évoluées » qui délaissent volontiers l'enseignement traditionnel et les fins d'études couronnées de diplômes au profit de l'éveil de la curiosité, de la stimulation de l'esprit et de la libre expression de la personnalité. Injustice de classe que dénonce le Groupe français d'éducation nouvelle.

Le maître n'enfermera pas le manuel dans un placard. Support de l'enseignement, il est le complément du cours. Les textes choisis resteront choisis, Montaigne y tient toujours sa place, mais il importe plus de le « faire passer » que de célébrer l'écriture. Sur cette « évolution nécessaire », tout le monde est d'accord. Les éditeurs, les premiers — qui portent haut le flambeau du « faire-savoir » — ont senti le vent de fronde passer sur l'enseignement.

Les éditeurs se tiennent les coudes

Traditionalistes et artisans par vocation, mais industriels par les temps qui courent, leurs produits doivent plaire. Et les résultats sont là : le chiffre d'affaires de l'ensemble des éditeurs de manuels scolaires, en 1970, avoisinait 300 millions de francs — soit 15,4 % du chiffre d'affaires global de l'édition — réparti entre 90 maisons spécialisées.



Au nom de la pédagogie, le marché du livre est inondé d'ouvrages plus hauts en couleur, plus aérés, avec des couvertures flatteuses. La bande dessinée est même appelée en renfort. C'est qu'il doit attirer l'œil. Celui du maître en premier lieu, qui drainera les commandes.

Hachette — un des grands — fait remarquer : « Notre économie capitaliste nous impose un marché concurrentiel, grâce auquel nous proposons un produit de qualité ». Mais de quelle qualité s'agit-il ? Technique ou pédagogique ?

Si la présentation est un facteur de vente, la renommée également. Ainsi le Mallet-Isaac d'Histoire — dont la première édition remonte à 1938 — « rajeuni dans sa présentation, reste fidèle à sa tradition pédagogique ».

Car sur les 3 171 titres publiés en 1971, 64,8 % sont des réimpressions — assurées du succès.

La mise en chantier d'une nouvelle collection représente une mise de fonds importante : il faut un an pour sortir un ouvrage valable. Et l'incertitude qui entoure l'application des nouveaux programmes scolaires est un argument de poids pour les éditeurs. Si leurs ouvrages ne sont pas toujours adaptés aux programmes, c'est la faute du ministère...

Les programmes agréés par l'Education nationale sont en effet publiés au Journal officiel à une date beaucoup trop proche du jour de leur application. Le temps nécessaire à la fabrication n'est donc pas respecté. Cette année, le programme de latin pour la classe de seconde a été publié le 29 mars, et en 1970, celui de mathématiques pour la classe de 4e n'a laissé que trois mois de délai aux éditeurs. Dans ces cas limites, les élèves reçoivent leurs livres pendant l'année scolaire. Et cette « précipitation » sert de justification à une hausse du prix.

Puisque concurrence il y a, il est de bonne guerre d'être bien informé. Avec tout ce que cela implique d'espionnage industriel, de pressions. Pour certains éditeurs, le scandale de l'édition scolaire est celui de la « transpiration ». D'autres se drapent dans leur dignité. Hachette, rarement aussi vertueux, déclare : « Nous refusons de sortir une nouveauté ou un remake avant son officialisation ».

Pourtant, les commissions pédagogiques de l'Education nationale qui décident d'une réforme ne sont pas réputées pour leur brusquerie. Les changements sont « pensés », « élaborés » par des inspecteurs généraux. Pendant ce temps, les auteurs — ces mêmes inspecteurs généraux, pour la plupart — soumettent à leurs éditeurs des projets, des manuscrits, qui seront, en temps utile, sortis rapidement des tiroirs et lancés sur le marché.

Regroupés en un syndicat national, les grands se tiennent les coudes et les collections nouvelles apparaissent sensiblement au même moment. Car un livre sorti trop tôt s'expose à l'indifférence. Sa réussite tient essentiellement à l'accueil des maîtres, une longue attente dans l'antichambre des salles de classe risque d'être fatale. Autre motif de plainte non dissimulée : les demandes de spécimen. La réactualisation d'une méthode entraîne un nouveau service de

presse pour les enseignants. Tirage : 50 000 exemplaires, pour les grands éditeurs. Et pour ne pas diminuer d'un centime leurs bénéfices, les éditeurs font évidemment intervenir dans le prix de vente le budget consacré à la publicité.

Et la gratuité ?

Une autre préoccupation de l'éditeur — qu'il est curieux de trouver formulée lors d'une conférence de presse — c'est « le risque d'extension hâtive de certaines mesures concernant la « gratuité » des fournitures ». Ce système, qui consiste à éviter aux familles l'achat direct des ouvrages scolaires, est appliqué depuis le 16 juin 1881 dans l'enseignement primaire et depuis 1964 dans les deux premières années du premier cycle de l'enseignement secondaire. Malgré quoi, il s'est vendu 10 090 317 ouvrages en 1965 pour 4 867 240 élèves, 8 211 989 en 1968 et 6 898 328 pour 4 781 955 élèves en 1971. Et les éditeurs de conclure que, face à un marché qui se dérobe, ils ne peuvent consentir aux investissements nécessaires à la rénovation pédagogique (sic)...

Et si on les prenait au mot ? Si demain les libres étaient gratuits, dans tous les établissements et dans tous les cycles ? Car pour l'année 1970, le coût par enfant a été « lourd » : 50 F en 6e, 47 F en 5e, 96 F en 4e, 93 F en 3e, 121 F en 2e, 141 F en 1re, 141 F en terminale. Une telle mesure, outre qu'elle permettrait aux familles de ne pas supporter de telles charges, obligerait à mettre un peu d'ordre dans l'anarchie des collections. Il faut savoir que, pour l'année 1970-71, pas moins de 211 titres étaient proposés aux instituteurs pour le cours préparatoire, dont 52 pour le calcul et 158 pour le français ! Et qu'à l'autre bout de la chaîne, les élèves de terminale avaient le choix entre... 76 manuels de philosophie.

Une rationalisation des collections permettrait une diminution sensible du prix de revient : un tirage de 20 000 exemplaires diminuerait de moitié le prix de revient d'un ouvrage tiré à 10 000 exemplaires — le tirage moyen actuel est de 15 000 — et un tirage de 200 000 réduirait ce prix des 2/3. Et, en même temps que la gratuité et la remise en ordre des collections, on pourrait peut-être revoir le contenu, faire en sorte que le livre d'école ne véhicule pas les valeurs de la classe dominante. Ce serait une belle histoire à écrire.

JOSETTE BARBIER

Sacré noms de noms

Philippe s'appellera donc Philippe Trognon. A trois ans, il a gagné, par parents adoptifs interposés, la première bataille de sa vie contre la bêtise. Si Jean-Jacques Rousseau avait inventé les boîtes à ordures, au lieu d'écrire les « Confessions », on peut se demander si le juge du tribunal de grande instance de Melun, Maurice Rousseau, aurait rejeté la demande d'adoption d'un enfant par M. et Mme Trognon, sous prétexte que leur nom est ridicule. Voilà à quoi peut tenir la décision d'un juge.

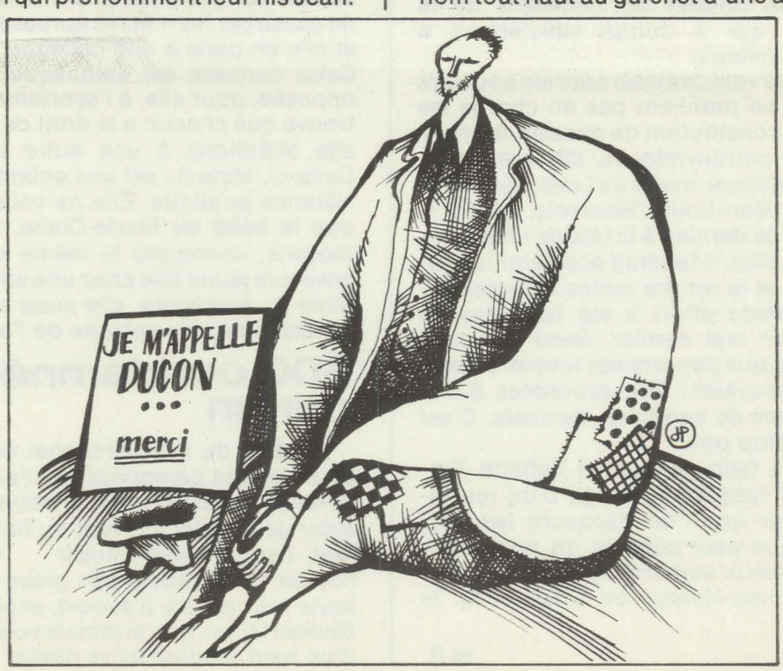
L'affaire Trognon, qui s'est heureusement bien terminée, a de quoi faire frémir. Elle montre en effet qu'en dépit des excellents renseignements recueillis sur les époux Trognon, leur nom, et leur nom seul, a pu motiver la décision défavorable d'un juge à leur égard. Elle montre, par ricochet, quel handicap peut représenter un nom jugé bizarre, étrange, ridicule par le commun des mortels.

Car il n'est pas facile de s'appeler — tous ces noms existent réellement — Crétin, Connard, Groslard, Cocu, Salope, Labitte, Bellegueule, Baucon, Lecul, Corniaud, Cimetière, Verdefroid, Pippi, Grognefesse, Malréchauffé, Landru, Satyre ou Nazi. Et encore moins facile quand des parents inconscients ou « humoristes » assortissent le prénom au nom ; c'est le cas des époux Bastille qui appellent leur fille Madeleine, ou des parents Bon qui prénomment leur fils Jean.

De la maternelle au lycée, de la caserne au bureau ou à l'usine, ceux que l'on appelle aujourd'hui les « handicapés patronymiques » se heurtent aux quolibets, aux plaisanteries ou au simple sourire dès qu'ils prononcent leur nom. Qui n'a pas lu, dans certains journaux, les rubriques « Nous ne l'avons pas inventé » ou « Les noms prédestinés » dans lesquelles on trouve, semaine après semaine, les photographies de la plaque du « Dr Faisant, vétérinaire », de « M. Machtou, dentiste », de « Mme Poilroux, coiffeuse », ou la silhouette capiteuse de Mlle Bellegueule, candidate au titre de Miss Bully-les-Mines ?

Tous les secrétaires de rédaction des journaux savent d'ailleurs qu'un nom « marrant » est une véritable aubaine pour faire un titre. Quelques exemples : « Lalouette ne volera plus », « Georges Sansouci dépouillait les dévôts de Saint-Antoine », « Devant la tombe, M. Lemort prononça l'éloge funèbre », ou « M. Montpied, maire de Clermont-Ferrand, vient d'adresser une lettre à M. Godillot, conseiller municipal ».

Qu'en pensent les intéressés ? D'abord, ils ne trouvent pas le terme « handicapé patronymique » trop fort. Les exemples abondent, qui montrent que, pour certains, leur nom est un véritable obstacle dans la vie. Ainsi, M. Pourceau, dont les fiançailles ont été rompues lorsque sa fiancée a appris son nom. Ou cette femme qui n'ose dire son nom tout haut au guichet d'une adminis- →



16 ans, enceinte et pauvre

tration : elle s'appelle Mme Cocu. Ou encore M. Crétin, qui n'a voté qu'une fois dans sa vie : on a trop ri au bureau de vote la seule fois où il s'y est présenté.

1000 F et 18 mois d'attente

C'est parce qu'il avait connu ces plaisanteries pesantes, ces quolibets, que Jean-Louis Meurdesoif, employé à la Sécurité sociale, a décidé, en 1965, de créer à Lens (29, boulevard du Marais) l'Association des handicapés patronymiques. Son but : faire en sorte que ceux qui souffrent d'un nom ridicule sachent où s'adresser pour en changer. Car Jean-Louis Meurdesoif a décidé de changer son nom en Meursois. Et de le faire savoir.

Changer de nom n'est pas, en théorie, aussi difficile que beaucoup l'imaginent. Il suffit de constituer un dossier motivé, de le transmettre au procureur de la République, qui, après l'instruction, l'envoie au ministère de la Justice. Le décret qui officialise le changement de nom est signé par le Premier ministre et le Garde des Sceaux. Il est applicable un an après sa parution au « Journal officiel ». Il n'en coûte pas moins de 1 000 F à ceux qui changent de nom. L'instruction dure entre 3 et 6 mois. Au total, un an et demi d'attente. En 1971, 502 personnes ont présenté un dossier au ministère de la Justice, qui a donné satisfaction à 409 solliciteurs.

« Je ne vois pas pourquoi les pouvoirs publics ne prennent pas en charge les frais de constitution de dossier des handicapés patronymiques, déclare André Delelis, député-maire de Lens, qui a succédé à Jean-Louis Meursois, après la mort de ce dernier, à la tête de l'Association. De plus, il faudrait accélérer la procédure, et la rendre moins complexe. »

Un timide effort a été fait dans ce sens : en mai dernier, René Pleven a annoncé que des remises totales ou partielles pouvaient être accordées à des personnes de condition modeste. C'est encore trop peu.

Il aura fallu cependant l'affaire Trognon et l'absurde préjugé d'un magistrat, pour que l'on découvre les obstacles que peut susciter un nom. Mais vaut-il mieux aujourd'hui s'appeler Trognon, Rives-Henrys ou Charret, M. le juge ?

M.B.

Une fille de seize ans sort deux ou trois fois avec un garçon de dix-huit ans. Elle réalise vite qu'elle ne veut pas faire sa vie avec lui : il sort de maison de correction, il vole dans des voitures, il menace de la battre quand elle veut rompre. Mais elle se retrouve enceinte. D'après la loi, elle a le choix entre deux solutions : soit épouser le père, soit décider qu'elle élèvera seule l'enfant. Pour en avoir choisi une autre, l'avortement, Maire-Claire C., âgée aujourd'hui de 17 ans, a comparu mercredi à huis clos devant le tribunal pour enfants de Bobigny : le jeune homme, arrêté au cours d'un vol, l'avait dénoncée à la police. Quatre autres personnes sont inculpées de complicité : sa mère, deux personnes qui l'ont aidée à chercher une « adresse » et la femme qui l'a avortée. Elles seront jugées le 8 novembre en correctionnelle, puisqu'à la différence de Marie-Claire, elles ne sont pas mineures.

Toutes ces personnes, on s'en doute, sont issues de milieux modestes. Autrement, Marie-Claire aurait été dans une clinique en Suisse ou en Angleterre. Et personne n'en aurait rien su. Mais voilà : Mme C., sa mère, travaille à la R.a.t.p. Elle gagne 1 500 francs par mois, touche bien les allocations familiales, mais paie 500 francs de loyer par mois et élève seule trois enfants : le père l'a quittée sans les reconnaître, après avoir vécu quatre ans avec elle. Quand elle sait que sa fille est enceinte, elle a peur qu'elle ne passe par les mêmes épreuves qu'elle et elle en parle à une collègue, Mme D. Cette dernière est catholique, elle est opposée, pour elle, à l'avortement, mais trouve que chacun a le droit de choisir ; elle téléphone à une autre collègue. Celle-ci, Mme S., est une enfant de l'Assistance publique. Elle ne voudrait pas que le bébé de Marie-Claire, faute de moyens, connaisse le même sort. Elle envoie la jeune fille chez une amie à elle, Mme B., secrétaire, elle aussi enfant de l'Assistance, qui accepte de l'avorter.

600 condamnées par an

Au-delà du cas personnel de Marie-Claire et des personnes qui l'ont aidée, au-delà du droit que chacun devrait avoir de décider s'il veut ou non un enfant, l'association Choisir veut dénoncer un scandale très grave : « Dans toute ma carrière d'avocat, explique Me Gisèle Halimi, je n'ai jamais vu la femme d'un haut fonctionnaire passer en jugement pour avortement. Dans ce domaine, il n'y a aucune exception à la justice de classe. » Les chiffres lui donnent raison. Un sondage révèle que, sur 100 femmes condamnées pour avoir avorté, 26 sont des ménagères appartenant à des milieux modestes, 35 sont employées de bureau (niveau dactylo), 5 sont ouvrières, 15 sont employées dans le commerce ou l'artisanat, 16 appartiennent à l'enseignement primaire et 3 sont étudiantes.

Et, pour celles qui se font prendre, la Justice est souvent dure. Chaque année, 500 à 600 femmes sont condamnées par les tribunaux pour avortement ou complicité d'avortement. A l'association Choisir, qui veut rendre la contraception libre et gratuite, obtenir la suppression des textes répressifs relatifs à l'avortement et défendre toute personne accusée, on raconte cette histoire : il y a deux mois, à Versailles, deux étudiantes sont passées devant les tribunaux. L'une avait accompagné une amie enceinte chez un médecin pour qu'elle se fasse avorter et l'autre lui avait prêté 100 francs. Elles ont été condamnées à six mois de prison avec sursis.

Pour qu'on ne parle plus de ces tristes faits divers, il faudrait que la loi change. Tous les groupes de gauche préconisent une nouvelle législation sur l'avortement. Le pire, pour le moment, est que la loi française n'est pas la même en France et dans les départements d'outre-mer ; le gouvernement trouve que, là-bas, la natalité est trop forte. Alors, sur les murs de La Réunion, on trouve des affiches représentant une femme enceinte traînant derrière elle quatre enfants. Légende : « Plus jamais ça, prenez la pilule. »

Mais voilà bien le problème : 6 % seulement des Françaises ont recours à la pilule, et pour cause : sauf dans les D.o.m., il n'y a pas d'affiches, loin de là. Mais la demi-clandestinité de fait, l'absence d'éducation sexuelle, la dissuasion humiliante — autorisation pour les mineures, carnets à souches — pour qui veut se procurer des contraceptifs... Le député U.d.r. Lucien Neuwirth lui-même parle de « sabotage délibéré » de la loi de 1967.

En relaxant purement et simplement Marie-Claire, les juges semblent avoir eu conscience de cette absurdité. Reste à faire un autre procès : celui de l'hypocrisie.

MICHELE BACKMANN

D'abord un acte politique

Après « L'affaire Mattei », ce pourrait être « L'affaire Ben Barka ». Tout n'est pas aussi simple. D'abord parce que le film d'Yves Boisset, « L'attentat », n'a apparemment pas choisi la reconstitution historique. Ensuite parce que, sept ans après l'enlèvement puis la mort de Ben Barka, il y a encore des gens, dans les allées du Pouvoir et les couloirs de l'O.r.t.f., qui ne tiennent pas à ce que les choses soient appelées par leur nom. Ben Barka et Oufkir sont morts, de Gaulle et Figon aussi ; mais Souchon et Lopez sont sortis de prison ; mais Lemarchand est de nouveau avocat ; mais les « honorables correspondants » du Sdece veillent au grain ainsi que les amis de Foccart. Pourquoi et comment faire un film dans ces conditions ? Yves Boisset, réalisateur de « L'attentat », répond.



Yves Boisset et Michel Piccoli pendant le tournage de « L'attentat ».

« L'UNITE » : « Votre film ne raconte pas exactement les événements qui ont entraîné la mort de Ben Barka. Pourquoi ?

YVES BOISSET : De manière générale, nous avons pris deux personnages dans la réalité pour en faire un seul dans le film. C'est un principe systématique de simplification ; pour éclairer la signification du déroulement des faits. Par ailleurs, il était complètement impossible de porter à l'écran l'affaire Ben Barka en tant que telle. Car, même avec les précautions romanesques que nous avons prises, nous avons des ennuis juridiques : onze personnes ont déjà envoyé du papier de toutes les couleurs à la production. Il ne faut pas oublier qu'en France la loi protège très efficacement la vie privée des gens. Si nous n'avions pas procédé à ces « aménagements », si nous avions cité des noms, le film aurait été immédiatement saisi. La transposition — que nous avons soumise à des avocats — était donc la seule solution possible.

De toute manière, il n'était pas pensable de rendre compte de la complexité de l'affaire en deux heures de pellicule... sans réduire le nombre des personnages.

— Sadiel (dans le film) n'est donc pas Ben Barka (dans la réalité)...

— Ni Jorge Semprun ni moi, en écrivant le scénario, n'avons eu l'intention de dresser le procès-verbal de l'affaire Ben Barka, d'en faire la relation historique précise. « L'Attentat » se veut seulement un film de fiction qui transpose l'affaire Ben Barka et qui peut amener un public aussi large que possible à se poser des questions au sujet d'une affaire de ce genre. Il faut qu'un spectateur non informé, qui n'aurait jamais entendu parler de Ben Barka, puisse déchiffrer l'histoire... et que cela l'amène à réfléchir. Ce n'est qu'au second degré que des gens systématiquement informés pourront retrouver les grandes lignes d'un événement qui s'est réellement produit.

Mais, bien sûr, au départ nous avons fait une importante enquête sur l'affaire Ben Barka. Ce qui nous a permis, témoignages et preuves à l'appui, de démonter le mécanisme, de trouver le fonctionnement d'un processus qui a amené la C.i.a. américaine à faire abattre un dirigeant politique du Tiers-Monde.

— Quelles sont les raisons qui vous ont poussé à « offrir » à votre film une aussi belle affiche (Michel Piccoli, Gian-Maria Volonte, Jean-Louis Trintignant, Philippe Noiret, François Périer, Jean Seberg, etc.) ?

— Notre première envie était de réaliser « L'attentat » avec des comédiens inconnus dans un style de documentaire. Mais nous n'aurions, pour ce faire, jamais trouvé de moyens de financement. Et, de plus, l'impact auprès du public aurait été très réduit.

D'où notre choix : des gens connus. Cela nous a permis de trouver des producteurs. Cela doit donner une plus grande audience au film. Car notre but n'a jamais été de commettre une réalisation « pure » pour petit comité.

— Non seulement vous avez fui l'isolement du cinéma militant, mais vous avez même choisi une forme commerciale : le type « série noire » américaine. Dans quel but ?

— Le cinéma qu'on dit « militant » s'adresse à des convaincus ; il se mord la queue. « L'attentat » a d'autres visées : toucher un public non militant, voire non informé. Et, pour ce faire, nous n'avons pas du tout mauvaise conscience d'utiliser les catégories du spectacle conventionnel : « vedettes », circuits de production, archétype américain, etc. C'est là le seul moyen pour que le film soit vu par le même public que celui qui va voir « Le passager de la pluie » ou quelque chose du même genre. Le jeu me semble en valoir la chandelle. Si nous introduisons la politique sur l'écran, ce n'est pas pour réaliser des bobines « confidentielles ». Notre but est d'atteindre le public populaire : il n'y a aucune raison que nous n'employions pas les mêmes moyens que les navets hollywoodiens. Un cinéma politique

→

D'abord un acte politique

→

n'est plus rien s'il ne cherche pas à avoir le maximum d'impact.

Le Pouvoir, lui, ne s'y est pas trompé : si nous avons eu quelques « ennuis » pendant le tournage, c'est bien parce qu'il y avait danger pour les gens en place. Le Pouvoir avait compris que nous nous étions donné les moyens de « faire des entrées »... donc de faire réfléchir des centaines de milliers de personnes.

Qui dit cinéma politique dit avant tout efficacité. Tout le reste est littérature ou inconséquence !

— « Z » a été un succès. Les Italiens aussi se sont mis au cinéma politique. Ne craignez-vous pas qu'on vous accuse de suivre la mode... dans un but lucratif ?

— Si « L'attentat » marche, il se trouvera bien sûr certains individus pour dire : « C'était sûr, c'était dans la poche ». En fait, j'ai tout de même mis deux ans et demi à monter le film. Personne n'y croyait ; tout le monde prophétisait les coups de ciseaux de dame Censure, etc. Pendant ce temps, j'aurais pu me consacrer à des activités plus rentables !

L'argent ? Peut-être vaut-il mieux en gagner avec «L'attentat » qu'avec « Les fous du stade » ! Parce que nous pourrons ainsi faire d'autres films.

— Du même genre ? Que préparez-vous maintenant ?

— Du même genre, effectivement. Et avec ce que certains — parce qu'ils ne peuvent s'attaquer au contenu, ils s'en prennent au style ! — appelleront les mêmes défauts. C'est-à-dire la même optique : choisir un sujet très fort et avoir, dans ce cas, la pudeur de mettre complètement la forme au service du fond.

Donc je tourne « R.a.s. » — « rien à signaler », formule militaire quand on veut dissimuler des choses graves... — où je raconte l'histoire d'un groupe de rappelés, en 1956, en pleine guerre d'Algérie. Le film est entièrement basé sur des souvenirs et des témoignages. Il porte au grand jour ce qu'on a caché à l'opinion : les émeutes des soldats qui refusaient d'aller en Algérie, qui se retrouvaient dans des bataillons disciplinaires et mouraient, finalement, dans les Aurès. »

(Propos recueillis par JEAN MONTAGNARD)

Une leçon de savoir vivre

Harold est un adolescent élevé traditionnellement par sa mère qui essaie de l'intégrer dans une société qui n'est pas la sienne. En fait, il devient gênant pour elle et à défaut de lui trouver un hobby, elle organise, par l'intermédiaire d'une agence, des goûters avec des jeunes filles à caser. Harold vit donc dans ce milieu cossu et simule à ravir des suicides pour se débarrasser de ses petites amies ; elles partent épouvantées par la conduite d'Harold, qui joue les bonzes et les Harakiri. C'est finalement Maude qui, en lui faisant découvrir les merveilles de la vie, lui redonnera l'équilibre et le guérira de ses problèmes.

Maude est une vieille dame excentrique qui se joue de ce qui l'entoure, elle rencontre Harold en suivant un enterrement ; c'est là qu'ils découvriront une passion commune.

Maude a un goût pour la vie qu'aucune personne ne saurait avoir, elle vole des voitures sans permis de conduire, se moquant des agents de police, pour aller déplanter des arbres qui s'étiolent dans l'atmosphère malsaine de la ville et les ramener dans la forêt. Elle vit dans un wagon, rempli de vieux gadgets de son invention. C'est un être asocial, pour la liberté en dehors d'une société pourrie, la nôtre.

Finalement Harold, attiré par cette femme, découvrira l'amour. Dans sa jaguar type-E transformée en fourgon mortuaire, il ira demander la main de Maude, le jour de son 80e anniversaire. Et ce soir-là, Maude qui se compare à un tournesol mettra joyeusement fin à ses jours, pour retourner à la terre sachant qu'elle est aimée. Harold tentera tout pour la sauver ; mais il sera trop tard, Maude nous aura joué sa dernière farce.

Hal Ashby, le metteur en scène de « Harold et Maude », a su, à travers ses thèmes sur une société décadente, nous faire découvrir une merveilleuse histoire d'amour sans pour cela tomber dans le ridicule. Ces deux personnages en même temps tellement différents et si proches l'un de l'autre sauront nous émouvoir au plus profond de nous-mêmes.

Une étonnante leçon de « savoir vivre », qui nous fait prendre conscience de l'univers malsain dans lequel nous vivons, conditionnés comme des robots, où la psychanalyse n'apporte rien et où le seul remède est de découvrir tout au long du film que nous ne savons plus voir tout ce qui est à notre portée, pris et engrenés dans le tourbillon de nos problèmes quotidiens.

MARINE DESTRADE

Télévision: Au risque de vous plaire

Qu'est-ce qu'un cadre en 1972 ? Une tentative de réponse à L'heure de vérité (mercredi 18 octobre, à 20 h 30, ch. 1) en compagnie d'un ingénieur de 39 ans.

VENDREDI 13 OCTOBRE

Pour les amateurs de tennis : la finale de la Coupe Davis (15 h 30), et de football : France-U.r.s.s. (20 h 30, ch. 1).

SAMEDI 14

Pour qui aime le jazz : Jean-Luc Ponty à Châteauvallon (17 h, ch. 2) et le magazine Rockenstock (23 h, ch. 1).

DIMANCHE 15

Le fameux succès du couple Dassin-Mercouri : « Jamais le dimanche » (20 h 40, ch. 1).

Deux romancières, Suzanne Sontag et Monique Lange, parlent de Truffaut, Rohmer, etc. à Vive le cinéma (21 h 30, ch. 2).

Le fascinant personnage de John K. Galbraith dans la série Un certain regard (22 h 10, ch. 1).

Orson Welles et... Shakespeare à Ciné-Club, avec l'admirable « Falstaff » (22 h 30, ch. 2).

Du bon théâtre à la radio : « Macbeth », de Ionesco (14 h 45, France-Culture) et « Il est important d'être aimé », d'Oscar Wilde (21 h, Inter-Variétés).

LUNDI 16

« Langage animal et langage humain », une émission scientifique de Clarke-Strotsky (21 h 30, ch. 1).

« A propos de Démocrite », un philosophe ancien vu par des philosophes et intellectuels modernes : Raymond Aron, Domenach, Desanti, etc. (22 h 20, ch. 2).

MARDI 17

« Ombre et lumière » : Chagall (21 h 25, ch. 1).

JEUDI 19

Précédé d'une interview du réalisateur, « Liliom », un film peu connu fait en France par Fritz Lang (20 h 45, ch. 1).

Prévert et Mai 68

Quand Jacques Prévert prend la parole ce sont beaucoup de nos bâillons qui tombent. Quand Jacques Prévert nous donne un livre, c'est un peu notre conscience qui se délie. Il parle pour nous, parce qu'il vit avec nous. Finies les tours d'ivoire. Finis les refuges d'intellectuel. A nous le langage de tous les jours, la parole du pain et du rêve. Avec l'amour de la vie pour seul emblème. Quand la liberté est menacée, Prévert crie. Pour nous, avec nous. Quand la lucidité gagne du terrain, Prévert chante. Toujours pour nous, encore avec nous.

S'il est notre seul poète vraiment populaire — comme l'était le Hugo des « Chansons des rues et des bois » — ce n'est donc pas un hasard : il est unique quand nos peines et nos joies sortent de sa bouche.

Les quelques textes que nous tirons de son nouveau livre, « Choses et autres » — chez Gallimard, collection Point du jour — sont là pour le prouver.

On ferme !

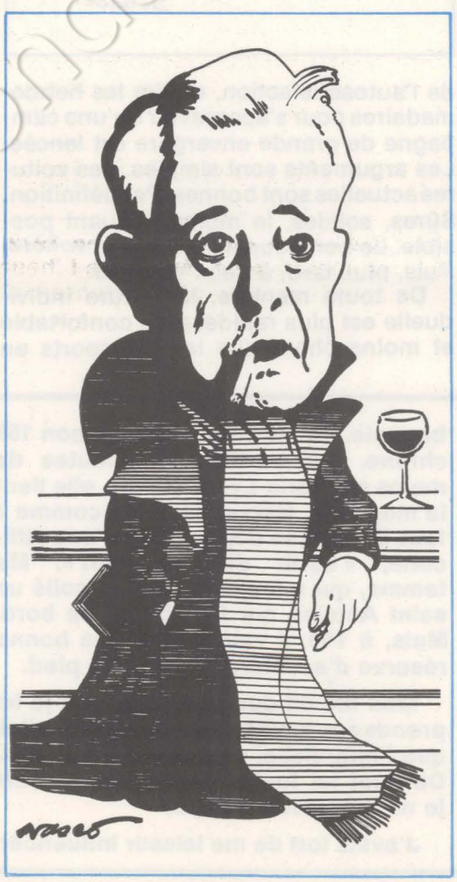
On ferme !
Cri du cœur des gardiens du musée
homme usé
Cri du cœur à greffer
A rafistoler
Cri d'un cœur exténué
On ferme !
On ferme la cinémathèque et la Sorbonne avec
On ferme !
On verrouille l'espoir
On cloître les idées.
On ferme !
O.r.t.f. bouclée
Vérités séquestrées
Jeunesse bâillonnée
On ferme !
Et si la jeunesse ouvre la bouche
par la force des choses
par les forces de l'ordre
on la lui fait fermer.
On ferme !
Mais la jeunesse à terre
matraquée, piétinée
gazée et aveuglée
se relève pour forcer les grandes portes
ouvertes
les portes d'un passé mensonger
périmé
On ouvre !
On ouvre sur la vie
la solidarité
et sur la liberté de la lucidité.

La fleur

Dans un pot de fer
des grenades.
Dans un pot de terre
une fleur.

La fleur ancienne
toute neuve.
Folle comme avoine
lucide comme blé
ou riz.
Vraie comme rêve
belle comme amour
rouge comme toujours.

Dans un pot de fer
des grenades.
Dans un pot de terre
une fleur.



La fleur libre et véritable
indispensable
utile comme pain
utile comme vin
juste colère larmes et rires
ou fol espoir

Dans un pot de fer
des grenades.
Dans un pot de terre
une fleur.

La fleur interdite de séjour
la fleur rebelle à la lobotanique
réfractaire à l'ortie-culture.
La fleur du libre-savoir et des vérités
ouvrières
la fleur de n'importe qui quand n'importe qui c'est quelqu'un
la fleur aux couleurs éclatantes et qui
éclate n'importe où
quand n'importe où c'est partout.
Eclate de vivre
éclate de rire
et d'inquiétude
et de détresse aussi.

Dans le pot de fer
des grenades
lancées par des grenadiers.
Dans le pot de terre
la fleur
défendue par ses jardiniers.

Renault au boulot !

On ne peut pas crier
on ne peut pas tomber plus bas.

Renault au boulot !

Misérable slogan hurlé Champs-Elysées
en tout sécurité.
Renault au boulot !
La France aux Français !
Cris tricolores
cris de peur bleue
de terreur blanche
de honte rouge refoulée.
Renault au boulot !
ouvriers à la chaîne
chômeurs au malheur comme chiens à
la niche
mineurs à la misère
gueules noires au grisou
paysans n'importe où !

Et nous entre nous
chez nous
chez eux
chez vous.

Collection Jean Dubuffet

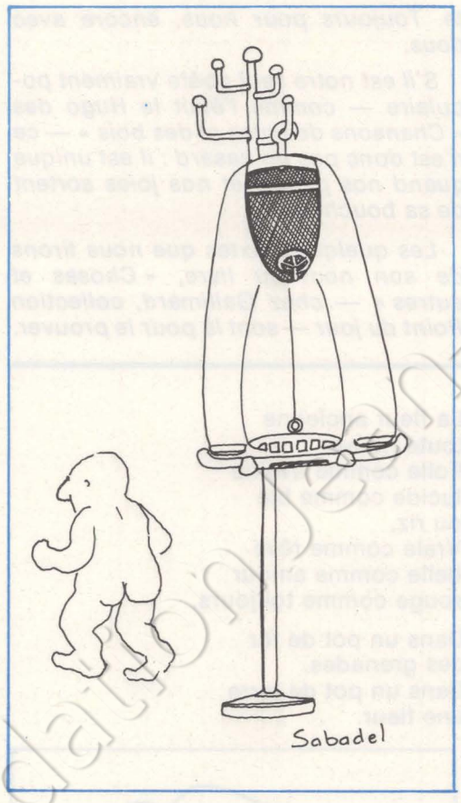
Automobile : La machine infernale

Il a suffi que quelques-uns grognent, que d'autres, plus nombreux, s'interrogent, qu'il y ait des autophobes déclarés contre les autophiles de toujours, pour que les constructeurs contre-attaquent. Pas question de laisser les gens s'interroger sur la voiture ni sur les transports en commun. En juin, le Bureau permanent international des constructeurs d'automobiles (B.p.i.c.a.) publie un rapport de 27 pages. Un chapelet d'arguments sommaires et douteux.

Point de départ : « C'est en partie grâce à l'automobile que la société a pu devenir ce qu'elle est »... Si vous avez du temps à perdre vous pourrez passer votre dimanche à remplacer « l'automobile » par tout autre engin mécanique, invention, théorie permettant à notre société d'être ce qu'elle est. Ce postulat de base justifiant par l'absurde la civilisation à quatre roues, les « constructeurs » — après avoir noté que l'automobile « doit aider à révéler aux hommes la conscience d'un surcroît de responsabilité individuelle » (ouf !) — passent à la défense de leur produit : en résumé, la voiture est irremplaçable, à peine polluante, et nous prépare un avenir de rêve.

Tour de passe-passe

La prose du B.p.i.c.a. n'était pas destinée aux archives. Il suffit de visiter le Salon de l'automobile pour s'en rendre compte. D'écouter Georges Pompidou pour comprendre que les constructeurs français ont embouché les trompettes



de l'autosatisfaction, de lire les hebdomadaires pour s'apercevoir qu'une campagne de grande envergure est lancée. Les arguments sont simples. Les voitures actuelles sont bonnes. Par définition. Sûres, solides, le moins polluant possible. Le bon peuple a droit à sa voiture. Puis, plus tard, à deux voitures.

De toute manière, la voiture individuelle est plus rapide, plus confortable et moins chère que les transports en commun. Et si tout ne va pas pour le mieux, il faut s'en prendre aux urbanistes des siècles passés, qui nous ont légué des villes aberrantes, et aux conducteurs qui trafiquent leurs engins ou conduisent mal. Joli tour de passe-passe, qui permet d'escamoter les vrais problèmes, les responsabilités, les solutions possibles. Pour sauver « l'âge d'or », les constructeurs sont prêts à raconter n'importe quoi.

Cette « démonstration », faite pour les visiteurs du Salon, ne suffit pourtant pas. D'où une autre série d'arguments, plus sérieux, plus économiques, plus sociologiques, mais pour un autre public. Dans ce deuxième cas de figure, il n'y aurait pas de solutions si ce n'est qu'à très long terme car :

1°) l'industrie automobile fait vivre, directement ou non, 15 % de la population française et il est difficile de prendre cela à la légère ;

2°) les transports en commun étant ce qu'ils sont, seule la voiture individuelle permet à de très nombreux banlieusards de se déplacer ;

3°) il existe une demande « sociologique » que l'on ne peut pas freiner ;

4°) la sécurité coûte cher et les usagers seraient obligés de payer...

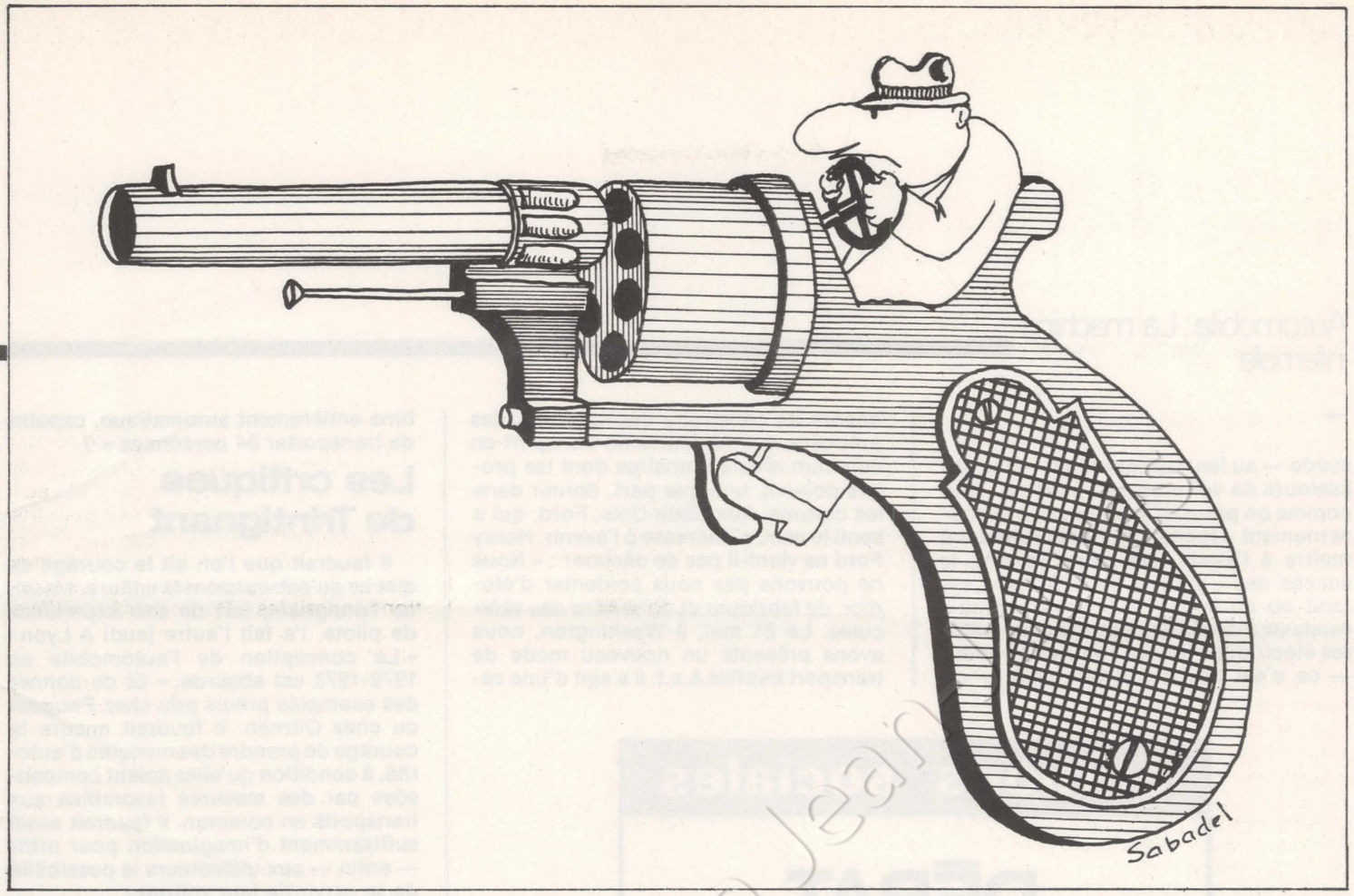
Et les constructeurs de citer pêle-mêle les lois de la concurrence, l'intérêt de tous, le développement social. Puis de faire appel à Jérôme Carcopino, Boileau, Jules Romains, François Mauriac, pour ce qui est du Paris du passé, plus désagréable que celui d'aujourd'hui. A aucun moment personne n'a l'air de soupçonner que, pas plus que de raser les villes, il ne saurait être question de jeter les voitures à la ferraille.

Le Salon, j'y étais

« Il ne faudra plus me raconter d'histoires. Je reviens du Salon, et les organisateurs ont bien fait les choses. Pas seulement sur les nouveaux modèles, mais sur les trucs à la mode. L'environnement, la pollution, les encombrements. Il faut dire que les gauchistes avaient bien monté leur coup. Ils avaient presque réussi à me mettre mal dans ma peau. Mes gosses se foutaient de moi... Tu parles. Bien sûr, j'ai une bagnole. Pas terrible, mais du bon 155 chrono. J'ai vérifié : 17 minutes de moins sur Paris-Lyon. Et puis, elle tient la moyenne. Nerveuse, juste comme il faut. De quoi se dépatouiller d'une difficulté, « sortir de l'accident ». Ma femme, qui a toujours peur, a collé un saint Antoine sur le tableau de bord. Mais, à 140, il vaut mieux une bonne réserve d'accélération sous le pied.

Mon fils dit que je pollue, que je lui prends son oxygène et son espace vital, que j'engraisse, que je sens mauvais. De quoi lui foutre des beignes. Mais je ne l'ai jamais frappé.

J'avais tort de me laisser influencer. Au Salon, avec des tas de chiffres, de statistiques, de films, les constructeurs m'ont remis les idées en place. C'est pas la voiture qui pollue, mais le chauffage domestique. Et les cigarettes. Les embouteillages, d'abord, il y en a toujours eu. Puis c'est la faute des urbanistes. On n'a pas idée de faire des rues étroites, de pas prévoir de parkings. J'ai même noté des chiffres. La voiture revient moins cher que les transports en commun : 4,60 F pour 10 km contre 9,80 F. Et c'est plus confortable. On n'est pas à se frotter contre des gens qu'on connaît pas et qui ne savent pas que les déodorants, ça existe. Le soir, je passe une heure à



Il suffirait d'une autre organisation de la société. De transports en commun rapides, efficaces, souples, bon marché. De voitures petites et pas forcément rapides pour combler les mailles du filet. D'une société où la possession ne soit plus indispensable, mais où l'utilisation soit permise à tous et organisée. Où l'individu puisse vivre en dehors de l'image de lui-même qu'il propose au monde, image basée sur une collection d'objets. Une société où l'utilisation individuelle de véhicule « collectif » soit possible. C'est du rêve à coup sûr, mais il faut parfois savoir rêver. Pour pouvoir se battre pour ses rêves.

Avant d'en arriver là, l'imagination et le courage devraient permettre de trouver des solutions d'attente. La première intéresse les transports en commun. Paris et sa région est un merveilleux exemple de l'effort des pouvoirs publics pour promouvoir la voiture individuelle au détriment des transports collectifs. A part le R.e.r. — dont l'utilité n'est pas évidente — tous les grands travaux entrepris depuis plusieurs décennies intéressent les automobilistes. Peu de choses ont été faites pour les transports en commun.

Même Ford s'interroge

Mieux, ceux-ci ont été organisés pour pénaliser les « captifs » : services de bus interrompus à partir de 21 heures, trains rares en dehors des heures de pointe, augmentation en chaîne du prix des titres de transport. Les lignes S.n.c.f. inter-banlieues qui circulaient avant la guerre ont été fermées. La liaison Massy-Palaiseau-Orly par exemple, mettant en relation 500 000 personnes et évitant de passer par Paris. Ou la ligne Versailles-Saint-Germain-Poissy-Achères, ou la Grande ceinture nord, ou la Petite ceinture sud, que l'on pourrait réutiliser à peu de frais. Et cet exemple parisien peut être multiplié en province. Seulement, si l'on multiplie les transports en commun, on fera baisser la demande de véhicules, la consommation d'essence, la vente de vignettes. Et les « captifs » des transports en commun — il y a tout de même 41,7 % des familles qui n'ont pas de voitures — sont obligés, par rapport aux propriétaires de voitures, de sacrifier en transport le double de temps.

On pourrait donc imaginer une politique des transports en commun qui dis-

→

écouter de la musique. Je rentre à la maison, détendu, informé.

Un truc qui m'a plu, que je vais sortir à mon fils, c'est l'histoire du crottin. Les gars, ils ont calculé le poids de crottin qu'il faudrait sortir chaque jour de Paris si, à la place des voitures, il n'y avait que des chevaux : 10 milliards de kg.

Alors, j'ai réalisé que la voiture, ça me laissait des initiatives. Que ça me donnait le sens des responsabilités. Bref que mon fils, pour la bagnole comme pour le reste, il divague. Un de ces jours, il va voter à gauche ou distribuer des tracts aux portes des usines.

J'ai pensé à cette exposition en visitant le reste du Salon. Chaque fois que j'étais sur un stand, je pensais à un des trucs qu'ils nous ont montrés. La petite voiture, par exemple. On peut pas s'en servir sur la route. Elle va pas assez vite. Puis en cas d'accident, tu vois le tableau. Il vaut mieux du solide. Tiens, la DS, ça c'est de la bagnole.

Au bureau, il y a une dactylo qui m'a dit : « Mais je peux pas me payer de voiture ». Elle exagère. Il y a de bonnes occasions. Elle met une heure et demie pour venir de son bled : bus - train - métro - marche à pied. Et elle râle. Si ça continue, elle va adhérer à un syndicat. Plutôt que de réclamer des bus, ou je ne sais quoi, elle ferait mieux de passer son permis. Ça lui passerait ses nerfs.

Mais ça m'a fait réfléchir, tout ça. Il y a un tableau qui montre que l'on va deux fois plus vite en voiture qu'avec un transport en commun. Ils devraient retirer tous les bus de la circulation. C'est qu'ils foutent la panique avec leurs arrêts et leur gabarit. Puis supprimer le métro. Ce serait un parking tout fait. Puis transformer les voies ferrées en autoroutes. C'est peut-être la solution. Je crois que je vais écrire aux organisateurs. Ils ont des ingénieurs, des savants, ils pourront peut-être trouver une solution d'ici le Salon 73. »

→

suade — au lieu d'encourager — les utilisateurs de voitures particulières. Tout comme on pourrait imaginer que le gouvernement « incite » la Régie Renault à mettre à l'étude une petite voiture, le succès des « minis » de la British Leyland ou de la Fiat 500 prouvant qu'il existe un marché. Ou à étudier des voitures électriques ou des voitures à vapeur — ce n'est pas si fou que cela — ou encore de construire des mini-bus, des autocars, des véhicules de transport en commun révolutionnaires dont les projets doivent, quelque part, dormir dans les cartons. Aux Etats-Unis, Ford, qui a senti le vent, s'intéresse à l'avenir. Henry Ford ne vient-il pas de déclarer : « Nous ne pouvons pas nous contenter d'étudier, de fabriquer et de vendre des véhicules. Le 31 mai, à Washington, nous avons présenté un nouveau mode de transport baptisé A.c.t. Il s'agit d'une cabine entièrement automatique, capable de transporter 24 personnes » ?

Les critiques de Trintignant

Il faudrait que l'on ait le courage de dire ce qu'est vraiment la voiture. Maurice Trintignant, fort de son expérience de pilote, l'a fait l'autre jeudi à Lyon : « La conception de l'automobile en 1972-1973 est absurde. » Et de donner des exemples précis pris chez Peugeot ou chez Citroën. Il faudrait encore le courage de prendre des mesures d'autorité, à condition qu'elles soient compensées par des mesures favorables aux transports en commun. Il faudrait aussi suffisamment d'imagination pour offrir — enfin — aux utilisateurs la possibilité de se servir de leur voiture.

Les projets, en France ou à l'étranger, ne manquent pas. Non seulement ceux portant sur les voitures urbaines — et il y a un marché en dehors des taxis — avec des moteurs de 15 à 20 CV au lieu de 60 à 100, une surface au sol réduite, ou des moteurs à vapeur, non polluants et silencieux. Mais surtout dans le domaine des transports en commun. Des couloirs réservés à l'aérotrain en passant par le métro, le train ou le bus, la gamme des réalisations industrielles est vaste. Celle des projets l'est autant. Pour Jean Bertin, le père de l'aérotrain, « c'est très probablement dans ce domaine qu'il importe de faire le plus grand effort d'innovation, sur le plan tant des techniques employées que de la manière de mettre en œuvre celles qui existent déjà. »

Mais il ne semble pas que les « grands » de l'automobile française brillent par leur courage et leur imagination. Ils ont un marché sûr, les 41,7 % de ménages qui n'ont pas de voiture, et surtout — pour les autres, les 58,3 % de propriétaires actuels — le remplacement de plus en plus fréquent de modèles. Ils construisent donc des voitures. A la chaîne, heureux ou étonnés d'atteindre 5 000 véhicules par jour. Et ils ont prévenu : « Nous continuerons ».

S'ils le font, et si les pouvoirs publics n'infléchissent pas leur politique, la France déjà peuplée de 51 millions d'habitants, de 15 millions de véhicules à moteur et de 5 millions de motos, comptera, dans les années quatre-vingts, 53 ou 55 millions d'habitants, plus 24,5 millions de véhicules à moteur.

GUY PERRIMOND

éditions sociales

DÉBAT

SAMEDI 21 Octobre 1972
à 17 h 30 MUTUALITE - Salle B

le socialisme aujourd'hui

avec Francis COHEN ● Jean-Jacques ALPHANDERY ● Jacques de BONIS ● Maurice BOUVIER-AJAM ● Jean-Pierre FEBRER ● Roland LABARRE ● F. ULMANN ● Serge ZEYONS, tous auteurs d'ouvrages de la collection Socialisme, qu'ils dédicaceront à cette occasion.

Gyorgy ACZEL	Culture et Démocratie Socialiste
Serge ZEYONS	La Révolution des Femmes au cœur de l'Asie soviétique
J.-J. ALPHANDERY	Cuba, l'autre révolution
Roland LABARRE	Fidel Castro au Chili
Luis Corvalan	Chili. Les Communistes dans la marche au socialisme
M. BOUVIER-AJAM et F. ULMANN	La Pologne entre hier et demain

OFFICE PUBLICITAIRE DE FRANCE

es

MUTUALITE 21 OCTOBRE
et
EN VENTE TOUTES LIBRAIRIES

Courrier

Témoignage d'un retraité

« Abonné à « l'Unité », je me permets d'attirer votre attention sur les petits retraités non exploitants, mais anciens exploitants.

C'est au nom d'une catégorie de laissés pour compte, dont personne ne se soucie, ou seulement dans les discours, depuis Pompidou en passant par les ministres, les députés et les organisations professionnelles, qui tous ont un slogan commun : « Nous pensons aux vieux dont les retraites sont faibles, il faut défendre l'exploitation familiale, etc. » et font exactement le contraire.

Je suis handicapé à 100 % depuis 1965 et ai 67 ans. Ma femme a sa retraite anticipée à la suite d'une grave opération. Voilà nos retraites cotisées depuis 1951 sur le revenu cadastral. Ma femme : 462,50 F ; moi : 635,25 F pour le premier trimestre ; soit 12,20 F par jour pour deux.

J'ai 6 ha loués à l'arrêté préfectoral. Mes impôts fonciers ont été multipliés par trois en 6 ans. Il me faut un terme pour les payer. Je ne parle pas des charges, elles sont celles de tout le monde et très lourdes. Vu mon état, j'ai demandé le téléphone. Dans six ans, si je pose les poteaux !

J'ai simplement voulu vous donner des chiffres contrôlables, mais ils sont les mêmes pour tous mes semblables petits propriétaires. Au prix où est le bifteck, est-ce qu'Edgar Faure s'en contenterait ?

Pompidou a parlé des vieux dans sa conférence de presse. Nous ne sommes pas concernés. Je crois que nous méritons une enquête. » (M. Levionnois, 50-Cerisy-la-Salle).

La bataille des hebdomadaires

« C'est la « bataille des hebdomadaires » qui m'a décidé à vous écrire. Beaucoup sont conscients que, depuis la Libération, la presse française n'a pas été épargnée : ni par les mutations techniques ni par les préférences publicitaires des entreprises privées ou publiques. Depuis quelques années, cependant, je crois que nous sommes entrés dans une phase nouvelle, qui correspond à une tendance générale du capitalisme : la concentration financière. Cette situation crée des responsabilités nouvelles pour le mouvement socialiste.

Jamais encore, la prise de contrôle financier et ce qui, à terme, risque d'être son corollaire, le contrôle politique, n'ont convergé autant que de nos jours, tous deux, dans le sens de l'intérêt du grand capital.

Ainsi, la situation de la presse socialiste, dont plusieurs quotidiens ont dû accepter des accords avec des groupes tels le groupe Hersant ou le groupe Servan-Schreiber, me paraît-elle encore plus menacée. La dispersion de la presse qui se reconnaît — plus ou moins — dans le mouvement socialiste me paraît désarmante. Les journaux qui sont de gauche n'ont-ils pas des responsabilités d'ensemble vis-à-vis d'un mouvement dont ils prétendent être l'une des expressions ?

Dans la conjoncture actuelle, le danger n'est-il pas grand de voir le capital laisser se développer une presse effectivement de gauche, mais qu'il tiendra financièrement et qu'il fera tomber quand il le voudra ? N'est-il pas grave que des capitalistes puissent se servir de l'image de marque de la gauche pour réaliser de substantiels profits, profits qui justement pourraient être utiles pour défendre la presse de gauche ?

Je crois que, là, le P.s. est placé face à ses responsabilités. J'espère qu'il les prendra par ses initiatives. Un effort de clarification, d'honnêteté et de courage est nécessaire.

Nous en sommes capables. » (M.M., 57-Thionville).

Abonnez-vous

Quelques centaines d'entre vous dont l'abonnement est arrivé en dernière semaine à échéance n'ont pas encore répondu aux appels que nous leur avons adressés pour qu'ils le renouvellent. Nous leur demandons de le faire sans tarder afin de nous éviter des frais inutiles. Afin aussi de continuer à recevoir régulièrement « l'Unité » dans lequel ils trouveront d'ailleurs à partir de la semaine prochaine quelques innovations.

Ne tardez pas à vous réabonner ; abonnez-vous si vous ne l'êtes pas encore ; faites de nouveaux abonnés autour de vous.

L'équipe de « l'Unité », d'avance, vous remercie.

BULLETIN D'ABONNEMENT A L'UNITE
41, Boulevard MAGENTA - Paris 10e

Je soussigné (1).....

Profession .....

Demeurant .....

.....

*désire souscrire un abonnement**

normal de 6 mois à	*50 F* ☐
normal d'un an à	*90 F* ☐
de soutien à	*100 F* ☐
de soutien à	*150 F* ☐
de soutien à	*200 F* ☐

**Cochez la case correspondante*

*Je vous adresse le montant correspondant**

par chèque bancaire ☐
par chèque postal ☐
ou virement au C.C.P. ☐
Roland Florian Paris 14920-38

Date et Signature

(1) PRIERE D'INDIQUER NOM ET ADRESSE EN LETTRES CAPITALES

Pour les abonnements Etranger, le prix sera indiqué sur demande.

Ma part de vérité

La face cachée des choses

Dimanche 8 octobre

Vingt-cinq ans de Parlement, voici qu'un pan, un large pan de ma vie est tombé. Puisque mes amis l'ont voulu, c'est la fête à Château-Chinon. Vient qui veut. Il n'y a ni invités, ni préséance, ni protocole. Je couche au Vieux-Morvan, chambre 15 et je déjeune à la table d'hôte, comme d'habitude. Je dis bonjour aux uns, aux autres. Des visages surgissent qui restituent au mien les marques, les blessures que le miroir dissimule. J'ai abordé cette journée avec un rien de contention. Je n'aime pas que les sentiments se paient de mots et ne m'émeus qu'aux symboles, comme si j'avais besoin plus que naguère de percevoir un reflet, aussi ténu soit-il, de la face cachée des choses. Je m'accorde avec le Morvan, terre profonde dont les flancs portent les eaux de cent rivières.

Mikis Theodorakis est là qui nous conduit dans la région secrète où le silence se fait musique. Nous sommes bientôt trois mille à écouter un chant qui vient de plus loin que nous-mêmes. Les journalistes me questionnent : pourquoi ? pourquoi ? je ne suis pas en veine d'improviser un bilan. Je leur dis : Mikis vous parlera mieux que moi. Sur la scène du chapiteau, face à ses musiciens, il nous tourne le dos.

Un poème. Une voix de femme. Cuivre et bronze. Sur la marche de la maison aveuglée de soleil, le sang coule. O mort transfigurée ! Quelque part en Espagne, on tue Garcia Lorca. Plus rien ne bouge. Si. Cette tache rouge sur la pierre, c'est peut-être la source d'un fleuve qui taillera ses rives jusqu'au bout de la terre. La petite foule de Château-Chinon retient son souffle. Elle sent qu'elle participe à l'un de ces moments trop rares où l'on touche du doigt sa propre vérité. Et moi, j'ai l'impression de reconnaître mes plus anciennes raisons de vivre et de combattre. La liberté, croyez-moi, en contre-jour sur le mur blanc de la Grèce endormie et qui tressaille, c'est un rendez-vous à ne pas manquer.

Mardi 10 octobre

Si Valéry Giscard d'Estaing n'avait à dire que ce que dit M. Pompidou, il se tairait. Et il a autre chose à dire parce qu'il a autre chose à faire. En faisant semblant de croire que le leader des Indépendants poursuit les mêmes objectifs qu'eux, les dirigeants de l'U.d.r., à l'exception de Michel Debré

PAR FRANÇOIS MITTERRAND

et d'Alexandre Sanguinetti qui furent à bonne école, se cachent la tête sous l'aile. Privés du général de Gaulle, qui les avait habitués à prendre sur lui les risques du courage, ils n'osent pas regarder le soleil en face. Ce que j'écris là, ils le savent. Les meilleurs d'entre eux ont compris depuis longtemps qu'ils étaient tout autant menacés à l'intérieur par les ambitions du ministre de l'Economie et des Finances qu'à l'extérieur par les progrès de l'union de la gauche. Davantage même, dans l'immédiat. Car c'est avant les élections, avant mars 1973, que Giscard d'Estaing doit se démarquer s'il veut garder ses chances. Je m'amusais à l'entendre nous brocarder dimanche. Ses attaques ne partaient que du bout des lèvres. S'il fait sa prière, je suis sûr qu'il implore chaque soir le Père Tout-Puissant d'accorder à la gauche assez de sièges... mais pas trop, pour que lui, Valéry, soit le maître du jeu dans une Assemblée nationale où l'U.d.r. aura perdu la majorité absolue. Il n'est pas seul à y songer. Qu'Edgar Faure me pardonne, ce n'est pas à lui que je pense.

J'avais envie d'interrompre, l'autre jour, les philippiques de Pierre Messmer contre la IVe République pour lui crier : « La IVe ? Mais nous y sommes ! ». Sauf victoire de la gauche, la prochaine Assemblée sera dominée par des groupes-charnières, ou marginaux, dont l'unique objet sera de placer sur orbite les futurs concurrents de droite et du centre à l'élection présidentielle. Dans cette course, Giscard d'Estaing a pris plusieurs longueurs d'avance. « Comment s'y prendre pour empêcher de marcher un homme qui ne fait aucun mouvement ? », s'interrogeait Louis XVIII, l'œil fixé sur son bon cousin, Philippe d'Orléans. Après tout, la réponse à cette question appartient encore à M. Pompidou. Il a commencé de la formuler en choisissant Pierre Messmer. Réflexe judicieux, mais tardif. Comment n'a-t-il pas vu plus tôt que Giscard d'Estaing ne peut apparaître en plein jour qu'en le poussant dans l'ombre ?

Mercredi 11 octobre

Une déclaration d'Aimé Paquet, président du groupe des Indépendants à l'Assemblée nationale et porte-parole de Giscard d'Estaing, relance le débat sur l'alternance démocratique. Georges Pompidou, Messmer et Peyrefitte sont pris à contre-pied, eux qui jugeaient l'arrivée de la gauche au pouvoir intolérable et impossible. Giscard est-il déjà Président ? Il invite à sa table les responsables de l'opposition. Il s'invite à leur table s'ils gagnent.

L'U.d.r., que chacun pique et moque, va se rebiffer assurément. Mais elle ne pourra rien contre l'instabilité galopante dont les éclaireurs atteignent déjà ses frontières. Il y a beau temps que je le répète : sans de Gaulle, elle n'est rien. Les gaullistes, les vrais, ne resteront fidèles qu'en coupant net leurs liens avec un « fait majoritaire », mais qui ne les concerne plus. Le général de Gaulle se refusait à croire qu'il avait, selon son expression, « relevé la République pour la remettre à M. Pinay ». Eh bien ! M. Pinay a fait des petits qui bientôt deviendront grands.

Imprimerie d'HEBDO-TC, 76 - Yvetot